

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Contre la Droite internationale (*Albert Treint*). — La politique extérieure du Bloc des Gauches (*Suite*) (*Jacques Sadoul*). — Quelques expériences de la vie des Cellules (*Jean*). — Rectification (*Jacques Mesnil*). — De quoi est capable l'impérialisme français (*Nguyen-Ai-Quac, Indochine*). — Vers la Révolution allemande, quand même (*G. Zinoviev*). — Les discussions du Parti com-

muniste allemand. — Les tâches du P. C. A. et la tâche du P. C. A. (*A. Maslow*). — Lettre ouverte du Parti communiste hindou (*Manabendra Nath Roy*) — La Bessarabie. — Bombacci maintenu dans le Parti. — L'opinion des militants : Une question de tactique (*Jean*) ; Voix de province (*Marcel Bresson*).

Contre la Droite Internationale !

La Droite française

QUAND nous parlons d'une droite dans le Parti français, certains camarades sont troublés. Et cela s'explique.

Si la droite actuelle était sortie des rangs de l'ancien Centre, cela aurait semblé tout naturel. Tout le monde aurait dit : Rechute qu'on pouvait prévoir !

Il n'en a point été ainsi. Les camarades du Centre se sont à des degrés divers plus ou moins assimilés. Certes, il reste encore en eux, comme en nous tous d'ailleurs, un vieux fond d'esprit social-démocrate sans cesse renaissant et que nous devons constamment travailler à éliminer. Le communisme est un bien qui doit se reconquérir tous les jours.

Mais il est indéniable, que du moins, nos camarades du Centre ont conservé intacte la confiance dans l'Internationale et dans la vieille garde bolchevique, âme du Parti russe et du mouvement communiste mondial. Ils peuvent hésiter parfois. Mais ils retrouvent le chemin dès qu'ils aperçoivent à nouveau le phare révolutionnaire de Moscou.

Ce qui trouble quelques camarades, qui sont parmi les meilleurs, c'est que notre droite actuelle est issue de l'ancienne gauche. On s'était habitué dans le Parti à voir en des hom-

mes comme Souvarine, Rosmer et Monatte des guides éprouvés et sûrs.

Au moment où tout le mouvement ouvrier français semblait dans l'union sacrée, se donnait à la bourgeoisie dans l'hypnose de la guerre, Monatte et Rosmer furent parmi les rares qui, avec Loriot, Trotsky et quelques autres construisirent en France le modeste et solide réduit de l'internationalisme prolétarien et révolutionnaire.

Plus tard, Souvarine et Rosmer furent à la tête de ceux qui prêchèrent ici le communisme, le bolchevisme et qui contribuèrent à entraîner à travers deux scissions l'ancien Parti socialiste ainsi sélectionné, dans les voies de l'Internationale communiste.

Quand de tels camarades prennent une position de droite, on comprend aisément que cela puisse apporter passagèrement un certain malaise et que tous les yeux ne s'ouvrent pas de suite.

Cela est d'autant plus inévitable que l'on a, avec juste raison, dénoncé une certaine passivité dans les rangs du Parti. Cette passivité, que nous devons combattre s'explique aisément néanmoins. Notre Parti actuel est issu d'une sélection opérée dans les rangs du vieux Parti. Cette sélection a éliminé presque tout le vieil encadrement petit-bourgeois, anarchisant, opportuniste et social-patriote. Les nou-

veaux cadres sont lents à se former. C'est un phénomène qui se peut observer dans tous les mouvements prolétariens jeunes. Ce n'est pas impunément que la classe ouvrière a pendant des dizaines d'années confié son parti politique à des politiciens petits-bourgeois réformistes.

Ceux-ci ont été chassés. Mais nos cadres nouveaux ne se formeront pas par la répétition mécanique et stérilisante de belles motions de Congrès. Ils se forgeront à la fois dans l'étude, dans la lutte contre l'opportunisme à l'intérieur du Parti et dans le combat implacable contre la bourgeoisie.

Quand monteront les nouveaux cadres, quand émergeront les éléments communistes actifs capables d'animer la vie des sections, alors, mais alors seulement disparaîtra complètement le mal de passivité.

Le vieux Parti a secoué son inertie pour chasser les Renaudel, les Blum, les Longuet, les Frossard, parce que leurs trahisons étaient devenues si éclatantes qu'elles crevaient les yeux.

Puis le Parti, faute de cadres ouvriers suffisamment formés, est retombé dans un demi-sommeil. Il a eu confiance, les yeux fermés, dans le petit groupe de l'ancienne gauche autour duquel se sont ralliés les meilleurs éléments des autres anciennes tendances.

Il ne faut pas dans un Parti faire confiance les yeux fermés. Il faut faire confiance, les yeux ouverts. A ceux qui se maintiennent dans la ligne politique juste.

Une autre cause de trouble est que, dans le passé les hommes qui ont tenté de propager les erreurs de droite étaient, en général, des politiciens retors.

Alors, dans la mentalité moyenne du Parti une association d'idées s'est créée : déviation de droite et esprit politicien subalterne sont considérés comme choses indissolublement liées,

Aussi quand nous dénonçons la ligne politique de Souvarine, de Rosmer et de Monatte, comme un grand péril de droite, certains camarades nous répondent : « Mais ce sont des hommes sincères, ce ne sont pas des politiciens, ce sont des camarades qui veulent de toutes leurs forces servir la Révolution et qui ont montré dans le passé leur dévouement à la cause prolétarienne ».

Ce n'est pas ainsi que peut se poser la question. Le fait d'avoir eu dans le passé une ligne politique juste ne démontre nullement que l'on est aujourd'hui dans le bon chemin.

L'histoire nous montre que le mouvement ouvrier doit employer beaucoup de ses énergies à éliminer les erreurs présentes de quelques-uns de ceux qui, dans le passé, l'ont le mieux servi.

Et puis, nous ne sommes pas un tribunal de moralité, chargé de juger si les intentions

de Rosmer, de Monatte, de Souvarine ou de Trotsky, sont pures.

Nous sommes un Parti politique, nous appartenons à une Internationale, chargée de dire si les solutions proposées par Rosmer, Monatte, Souvarine et Trotsky, sont, en fait, dans la réalité, les plus conformes à l'intérêt prolétarien.

Et le problème se pose avec acuité, du fait que sur des questions essentielles, il y a opposition entre le Comité Central russe et divers groupes de militants appartenant aux principales sections de l'Internationale communiste.

Nous estimons que sur un grand nombre de points, Rosmer, Monatte, Souvarine et Trotsky se trompent et c'est justement parce que ces hommes sont sincères, parce qu'ils ont rendu d'éminents services au mouvement ouvrier, c'est justement parce qu'à cause de cela ils peuvent entraîner dans leurs erreurs une fraction importante de l'Internationale, que nous les combattons de toutes nos forces, avec le regret de les voir se tromper, mais aussi avec l'espérance de les voir rallier la vieille élite bolchevique dont nous pensons qu'elle continue dans la bonne voie révolutionnaire.

Travail syndical et cellules d'usines

Monatte ne cesse de parler de la nécessité d'une gauche ouvrière dans le Parti. Si Monatte entend par là la nécessité de prolétarianiser le Parti, tout le monde sera d'accord avec lui. Mais cette prolétarianisation est commencée et elle se poursuit. Les militants actifs des syndicats ont déjà rejoint nos rangs en grand nombre et beaucoup parmi eux occupent dans nos sections, dans nos fédérations et dans notre Comité Directeur des postes dirigeants.

Mais lorsque Monatte a parlé de constituer un réseau de Commissions syndicales indépendant de la direction du Parti, nous avons dit : « Non. Procéder ainsi, ce serait créer un Parti dans le Parti. Ce serait établir un dualisme d'action parmi les communistes, alors que le rôle du Parti est d'unir toutes les formes de l'action prolétarienne et de l'action des masses travailleuses coloniales et métropolitaines, en vue de la Révolution.

« Un tel dualisme transporterait à l'intérieur du Parti l'opposition du communisme et du syndicalisme révolutionnaire et notre Parti, au lieu d'être le lien révolutionnaire des forces opprimées et exploitées, n'opposerait plus que ses forces affaiblies et divisées à la centralisation exploiteuse et coercitive des forces de la bourgeoisie. Un tel affaiblissement du Parti ne pourrait profiter qu'à la bourgeoisie. »

Objectivement et en dépit des meilleures intentions du monde, l'erreur préconisée par Monatte et qui n'est à l'intérieur du Parti qu'un reflet atténué de l'anarcho-syndicalisme, est une erreur de droite.

De même, lorsque Monatte préconisait la

limitation du rôle des cellules d'usines à des tâches purement syndicales, lorsque Monatte ne comprenait pas que la cellule communiste, base d'organisation d'un Parti vraiment révolutionnaire, doit accomplir sur le lieu même du travail toutes les tâches du Parti, Monatte commettait une erreur qui en limitant et en affaiblissant l'action communiste dans les usines était une erreur de droite.

Lorsque après le Comité National Confédéral qui précéda Bourges, Rosmer exprima au bureau politique cette idée que si nous n'étions pas aussi profondément engagés dans la bataille, il vaudrait mieux renoncer aux Commissions syndicales, nous fûmes pris d'une grande inquiétude devant la révélation d'un tel état d'esprit.

Un communiste ne peut pas même avoir la pensée de voir son Parti renoncer au travail syndical. Chacun se rend compte que ce serait rejeter le Parti vers l'électoratisme et vers les pratiques de la Deuxième internationale. Certes, ce n'est pas ce que voulait Rosmer, mais c'est ce qui se serait produit en fait, si les doutes de Rosmer ayant rencontré un écho favorable, le Parti avait reculé devant les menaces anarcho-syndicalistes d'alors. Ici encore, erreur de droite, non dans les intentions de Rosmer, mais dans les conséquences de fait de la mise en pratique des intentions de Rosmer.

Front unique

Pendant toute l'année dernière, nous n'avons cessé de nous heurter au Bureau Politique, contre la réduction de la tactique du front unique à la pratique de la lettre ouverte adressée aux chefs réformistes et non soutenue par une agitation au sein des organisations et des masses dirigées ou influencées par les chefs réformistes.

Nous n'avons cessé de réclamer que nos propositions de front unique fussent soutenues par tous les moyens d'agitation à notre disposition : campagnes de presse, tracts, affiches, meetings et nous avons rarement obtenu satisfaction.

Et ce sont les mêmes camarades qui avaient résisté, au moins par inertie, à nos suggestions, qui, sans le dire tout à fait ouvertement, voulaient absolument à Lyon « faire avaler aux gens bien portants les médicaments destinés aux malades ».

Au cours de l'an dernier, nous avons aussi été en désaccord sur l'application du front unique avec le camarade Souvarine.

Nous disions : le front unique ne peut être réduit à l'injure vis-à-vis des chefs réformistes, ni au rappel de leurs trahisons passées. Nous ne pouvons guère ainsi conquérir de nouvelles masses. Ceux qui n'ont pas été convaincus par les faits passés ne le seront guère davantage par le rappel historique de ces faits. De nouvelles générations d'ouvriers sont là, qui n'ont

pas participé aux luttes anciennes et ne comprennent pas toujours si nous leur apportons seulement des cours d'histoire.

Nous disions : Il faut mettre en avant les trahisons actuelles des réformistes et utiliser comme un appoint leurs trahisons passées. C'est surtout par son expérience présente que s'instruit le prolétariat.

Pour ne citer que quelques exemples, la collaboration des chefs socialistes aux journaux bourgeois qui avait soulevé contre eux la Fédération S.F.I.O. du Nord au Congrès socialiste de Lille, le silence prolongé du *Populaire* sur les grèves de Sarre et Moselle qui avaient dressé 100.000 mineurs contre les Compagnies houillères, la campagne du *Peuple* contre les communistes accusés d'être à la solde d'un gouvernement étranger au cours de ces grèves, tous ces faits ne furent exploités contre les chefs réformistes que faiblement, tardivement, et sous la pression répétée de quelques camarades.

Ne pas combattre le réformisme et ses chefs avec les moyens les plus efficaces, n'est-ce pas en fait une erreur de droite ?

Un étrange langage

Quand Rosmer parle de thèses importées, quand il dénie au Parti la possibilité de se faire une opinion sur des questions vitales pour les Partis frères, ce qui rendrait impossible la vie et l'action de l'Internationale et ce qui est, d'ailleurs, en contradiction avec la formation démocratique de l'opinion communiste : quand Souvarine parle de crise artificiellement créée par les Russes dans le Parti français, quand il parle du mandat mystérieux du dernier délégué de l'Exécutif, quand il préconise l'ingérence minimum du Parti français dans les affaires intérieures des Partis frères comme il l'a fait devant le Comité Directeur élargi de février, lorsque Monatte approuve, n'est-ce pas un langage qui aboutit à la négation même de l'Internationale, n'est-ce pas un langage de droite, n'est-ce pas le langage que nous parlèrent les résistants au moment du Congrès de Paris !

Ce qui prouve que lorsqu'on prend une position de droite, en dépit des meilleures intentions du monde, on est fatalement amené à tenir le même langage que les pires opportunistes

Au nom de leur passé, nous supplions les camarades Rosmer, Monatte et Souvarine, de demeurer tels que nous les avons connus : internationalistes et révolutionnaires et de s'arrêter dans la voie dangereuse où ils se sont engagés.

Pessimisme

Les difficultés économiques de la Russie soviétique, d'ailleurs en bonne voie d'être surmontées, le recul de Chemnitz au mois d'octobre en Allemagne, le renouveau des illusions

réformistes en Angleterre à la suite de l'avènement du Labour Party au pouvoir ont déterminé un grand pessimisme révolutionnaire au sein de notre opposition française.

Dans la déclaration qu'il a lue au Comité Directeur, Monatte ne voit dans le Parti français qu'organismes fonctionnant sur le papier et, pour lui, notre Parti est un Parti d'incapacité.

Que nos Commissions syndicales ne fonctionnent ni partout, ni parfaitement, que nos cellules d'usines ne se créent que trop lentement, ce sont des faits que personne ne peut songer à contester. Mais il s'agit de tâches qui l'an dernier encore étaient entièrement nouvelles pour le Parti et dont quelques-unes n'ont été abordées que depuis quelques mois ou quelques semaines.

Et le travail effectué, si incomplet qu'il soit, est déjà une œuvre formidable, qui a changé notablement l'aspect et la structure du Parti, qui lui a donné déjà l'allure d'un Parti communiste.

D'importants résultats, ont été obtenus et l'activité syndicale du Parti a été pour beaucoup dans les résultats du Congrès de Bourges.

Monatte n'apporte rien au Parti, que critique absolument stérile.

Dire : Nous avons à mettre en pratique les décisions de l'I.S.R. et de l'I.C., sans dire de façon concrète comment en France nous allons nous y prendre ne saurait faire avancer d'un pas le Parti. Une manière si vague et si générale de proposer des solutions ne sert qu'à recouvrir les erreurs du camarade Monatte sur l'action syndicale du Parti et sur le rôle des cellules d'usines.

La déclaration de Monatte a été verbalement approuvée par Rosmer et approuvée par une lettre de Souvarine à la direction du Parti.

Monatte, Rosmer et Souvarine ne font que décourager le Parti et diffuser dans ses rangs le doute démoralisant qui est en eux.

Il y a une sorte de désespoir dans cette phrase de Monatte : « Très souvent, la difficulté n'est pas d'accomplir son devoir, mais de le connaître ».

Monatte, Rosmer et Souvarine n'ont pas le droit de diminuer la confiance que le Parti doit avoir dans ses destinées révolutionnaires.

En dépit d'eux le Parti continuera à marcher de l'avant. Sans doute il commettra encore bien des erreurs et bien des fautes. Mais aussi il enrichira son expérience et deviendra plus fort à travers les épreuves.

Notre Parti est jeune. Il est comme un enfant. Ses premiers pas sont chancelants, hésitants. Mais sa force grandira, sa démarche s'affermira. Et c'est d'un pas résolu que, devenu adulte, il ira vers la Révolution à la tête du prolétariat et des masses travailleuses.

Liquidationnisme

Après les grands échecs momentanés, nous avons toujours vu dans le mouvement ouvrier naître parmi les éléments intellectuels ou parmi les éléments qui n'ont plus un contact suffisant avec la masse une sorte de désespérance s'exprimant par une tendance à perdre de vue la grande perspective historique de la Révolution, à limiter l'horizon aux tâches immédiatement pratiques, à dissoudre le Parti dans la masse qu'il devrait entraîner, à lui faire perdre sa figure communiste, à *liquider sa propre idéologie*.

Au sein des Partis Communistes, les grands reculs prolétariens ont toujours engendré une tendance liquidationniste.

Cela s'est produit en 1907 dans le Parti social-démocrate russe après la défaite de la Révolution de 1905.

Cela s'est produit dans le Parti Communiste allemand après l'échec de l'action de mars en 1921. La tendance liquidationniste s'est exprimée dans le groupe Lévi dont une partie a fini par rejoindre le réformisme.

Le recul de Chemnitz devait produire des phénomènes analogues dans les sections les moins évoluées de l'Internationale. Et cela parce que la retraite d'Octobre n'est pas un phénomène allemand mais un phénomène mondial.

Les premiers indices du péril liquidationniste peuvent déjà s'observer en France. Dans notre journal *l'Humanité*, le Parti n'apparaît plus guère, exception faite pour quelques trop rares articles, que comme le Parti du front unique ou du Bloc ouvrier et paysan formé seulement sur le terrain électoral. L'horizon des luttes grévistes est rétréci à la grève elle-même. Les combats quotidiens du prolétariat ne sont reliés que bien faiblement au vaste développement de la lutte révolutionnaire. Les questions coloniales sont traitées d'une manière bien incolore. La revendication de l'indépendance des peuples coloniaux opprimés, la nécessité d'unir les luttes du prolétariat métropolitain aux luttes d'émancipation nationales des colonies en un solide front unique anti-impérialiste, tout cela n'apparaît presque jamais. Bien au contraire, nous avons vu publier un article dans *l'Humanité* du 4 mars évoquant la possibilité d'une action bienfaisante des troupes françaises en Syrie, comme si notre armée impérialiste de là-bas pouvait faire autre chose que du brigandage colonial.

Ainsi le Parti tend à perdre, si nous ne réagissons pas énergiquement, son clair visage communiste.

Il est bien évident que tout cet ensemble de fautes ne saurait être mis sur le compte de difficultés techniques provenant d'une rédaction insuffisamment à la hauteur de sa tâche.

Des erreurs, certes, peuvent toujours être commises, mais pas avec cette continuité. Elles

seraient rectifiés au fur et à mesure si l'esprit liquidationniste ne s'était pas déjà développé d'une manière inquiétante dans certaines sphères de notre journal.

Qu'on relise la déclaration de Monatte. Elle enferme le Parti dans sa tâche quotidienne, elle ne lui permet de regarder les problèmes internationaux que pour ne pas se prononcer sur eux, elle n'évoque aucune perspective révolutionnaire.

Elle tend à jeter le discrédit sur le Parti qui serait aux mains de courtisans de l'Internationale et sur l'Internationale qui se plairait à être courtisée, au lieu de se soucier de sa tâche révolutionnaire.

Et la même pensée s'exprime encore plus nettement lorsque Souvarine dit : « Il y a quelque chose de pourri dans le Parti et dans l'Internationale, il faudra y porter le fer rouge ».

Ne nous attardons pas à réfuter. Le scepticisme désespéré de notre opposition ne réussira à pourrir ni le Parti, ni l'Internationale.

Notre opposition est bien une opposition de droite, de liquidationnisme, de pessimisme et de défaitisme révolutionnaire.

Nous ferons tout pour la battre et nous ferons l'impossible ensuite pour la rallier. L'intérêt révolutionnaire l'exige et pour le servir nous piétinerons s'il le faut toutes nos amitiés.

Et qu'on ne nous dise pas : Unissons-nous contre la bourgeoisie et cessons ces querelles. Un Parti, pour lutter efficacement contre la bourgeoisie, doit réduire à l'impuissance ceux qui dans ses rangs le découragent et l'affaiblissent.

Les Droites dans l'Internationale

Le péril de droite existe à l'heure actuelle dans la plupart des sections de l'Internationale.

Lors des dernières élections anglaises, il y eut des candidats communistes qui se bornèrent à défendre le programme travailliste sans évoquer notre conception communiste de la Révolution. Dans le Parti anglais l'opinion fut soutenue que les députés communistes ne devaient pas critiquer les travaillistes au Parlement.

Inutile d'insister sur les fautes opportunistes de la droite allemande qui eut dans les chefs social-démocrates de gauche une confiance politique réelle et qui par suite se perdirent en combinaisons de coulisse avec ceux-ci au lieu de faire appel aux masses pour utiliser les gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe comme places d'armes révolutionnaires.

En Pologne, lors des grèves de Haute-Silésie, la direction du Parti, par suite d'une fausse conception du front unique, laissa passer le moment de déclencher une grève de solidarité dans le bassin de Dombrova où cependant notre influence est prépondérante. La grève eut lieu mais trop tard.

Lors de la Conférence des Comités syndicaux

tenue à Varsovie le 25 janvier, les communistes, au lieu de continuer la lutte oppositionnelle contre les réformistes, se livrèrent au marchandage des mandats.

Le programme minimum élaboré par le Comité central mit à l'arrière-plan la dictature du prolétariat. On négligea de différencier la conception communiste du gouvernement ouvrier et paysan, de celle des social-démocrates.

Le caractère national du Parti fut affirmé au point que le député Krolikovsky put en février dernier déclarer au Parlement que son Parti approuvait le service de six mois.

Le Comité agraire du Parti polonais s'opposa à ce que nos camarades se déclarent ouvertement communistes lors d'un Congrès paysan. Il céda devant les éléments nationalistes et se déclara opposé à l'audition des délégués de l'Ukraine et de la Ruthénie.

En Russie, la 13^e Conférence du Parti bolchevique a adopté une « résolution sur la démocratie ouvrière et les tendances petites bourgeoises dans le Parti communiste russe ». Cette résolution a été publiée dans le n° 9 du *Bulletin Communiste* (1). Il faut la relire attentivement. Les périls de droite y sont définis avec une netteté saisissante.

Opposition et Comité central ne se différencient, paraît-il, que sur la manière d'appliquer les décisions communes. Oui, mais la manière d'appliquer pose des questions de principe.

De nouvelles concessions au capital étranger ont été proposées par Radek et Krassine. Il ne s'agit pas seulement d'appliquer la Nep. L'appliquer au point de lier fortement le capital étranger à des millions de paysans russes signifierait rompre le lien entre ceux-ci et le prolétariat. Ce serait mettre en danger le régime soviétique.

Introduire des marchandises étrangères pour concurrencer l'industrie russe, comme l'a proposé Ossinsky, ce serait ruiner l'industrie russe et compromettre la base sur laquelle peut s'élever une économie socialiste. Faire cela même au risque d'aboutir à une balance commerciale passive de l'Etat russe, ce serait empêcher la restauration financière et le maintien d'une monnaie stable. Ce serait, pour payer, exporter de l'or et renforcer ainsi la puissance des nations capitalistes, qui, toutes, demeurent ennemies de la Russie.

Admettre que la concentration industrielle est subordonnée aux nécessités politiques, mais réclamer, comme le fait Trotsky, la fermeture des usines Poutilof parce qu'elles produisent à perte, c'est affaiblir la force politique et éventuellement la force militaire de la classe ouvrière de Leningrad qui constitue l'un des piliers solides de la dictature prolétarienne.

La Commission du plan de l'économie nationale est composée, dans sa grande majorité, de techniciens imprégnés de l'esprit petit-bour-

(1) Le titre de cette résolution a été changé dans le *Bulletin Communiste*.

geois. Lui donner des pouvoirs de décision, c'est en fait remettre la puissance économique entre les mains des techniciens et de la nouvelle bourgeoisie de la Nep. Petit-être qu'alors les forces productives se développeraient plus vite, mais elles se développeraient au bénéfice des capitalistes et sûrement le prolétariat y perdrait. Le parti russe n'exercerait plus le pouvoir que pour le compte de la nouvelle bourgeoisie : il ferait ce que font les partis menchevistes du monde entier. Si la Révolution russe devait disparaître, et cette perspective ne saurait être envisagée, ce devrait être par la défaite du parti bolchevik demeurant bolchevik et non par la transformation du parti bolchevik en parti menchevik.

Là-dessus, tout le monde est, paraît-il, d'accord.

La Commission du Plan doit être un organisme consultatif et les Commissariats et Conseils, dirigés par le Parti, doivent décider souverainement.

Mais pourquoi Trotsky, qui est depuis des années membre du Conseil des Commissaires du Peuple et membre du Conseil de la Défense et du Travail, n'a-t-il jamais assisté aux séances plénières des deux plus importantes institutions de l'Etat ?

Une telle manière d'agir ne peut signifier qu'une chose, c'est qu'aux yeux de Trotsky la Commission du Plan doit devenir la plus importante institution économique de Russie, aux dépens du droit de souveraineté du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil de la Défense et du Travail.

Est-ce là, oui ou non, une simple question d'application et ne s'agit-il pas en réalité, à propos d'une question d'application, d'une question de principe ?

Lorsqu'en attaquant le lendemain, comme une manœuvre diplomatique du Comité central, la résolution sur la démocratie ouvrière votée en commun la veille, Trotsky fait de la démocratie ouvrière un cheval de bataille contre le Comité central, lorsque Trotsky fait allusion à la dégénérescence de la vieille garde, lorsqu'il tente de lancer les vieux contre les jeunes, lorsque l'opposition, pendant deux nuits, au Kremlin, s'efforce de faire émettre à 1.500 étudiants un vote de méfiance au Comité central, ne voit-on pas la bourgeoisie relever la tête ?

N'y a-t-il pas eu, dans plusieurs villes, des meetings où les commerçants de la Nep ont réclamé pour eux le bénéfice de la démocratie et la participation au gouvernement de l'Etat ?

Ne voit-on pas que l'opposition russe, qu'elle le veuille ou non, fraye la voie à la nouvelle bourgeoisie revendiquant le droit de s'exprimer politiquement ?

Ce ne sont pas là des questions techniques ou administratives, ce sont des questions politiques où se joue le sort de la Révolution, ce

sont des questions que tout communiste doit contribuer à résoudre et qu'il ne peut résoudre qu'en se plaçant résolument avec le Comité central russe.

On ne peut pas dire : nous n'y connaissons rien, nous sommes incompetents. On ne peut pas laisser les dieux se quereller dans l'Olympe et demeurer spectateur. Il faut prendre parti.

Ainsi, dans la plupart des sections de l'Internationale, périls de droite : en France, en Angleterre, en Allemagne, en Pologne, en Russie.

Liaison internationale des Droites

On nous objectera : mais toutes ces droites n'ont pas de plate-forme commune. Telle droite apparaîtrait comme centre ou comme gauche dans une section voisine.

C'est vrai, les droites ne sont pas encore à l'alignement dans l'Internationale. La question est de savoir s'il faut les laisser s'y mettre, s'il faut les laisser se lier, s'organiser, adopter une plate-forme commune, prêcher au bolchevisme révisé, qui ne pourrait être qu'un néo-menchevisme. Si les droites ne sont pas alignées internationalement, c'est qu'elles se meuvent dans des pays où le capitalisme n'en est pas au même degré de décomposition, et dans des partis qui n'en sont pas au même stade d'évolution. Cela ne prouve nullement que le danger de droite soit un danger fragmentaire et sans caractère international.

D'ailleurs, ne voit-on pas que toutes ces droites se ménagent et se favorisent réciproquement et qu'elles s'entendent à merveille contre l'Exécutif de l'Internationale et contre le Comité central du Parti russe ?

L'opposition russe a vraiment bénéficié dans le *Bulletin Communiste*, alors dirigé par Souvarine, d'un tour de faveur. Il ne s'agit pas de la quantité des articles de la majorité et de l'opposition qui furent publiés. Il y a la manière de présenter les choses. Les documents importants de l'opposition étaient publiés en vingt jours, les documents importants de la majorité étaient publiés après plus de deux mois.

Notre opposition a réclamé la plus grande unité du Parti russe : lisez l'unité avec Trotsky, unité qui, d'ailleurs, ne dépend que de Trotsky lui-même. Mais l'adhésion de cent mille ouvriers travaillant à l'usine a été presque complètement passée sous silence.

Trois lignes tardives à la troisième page de l'*Humanité* et une phrase d'un article de Souvarine paru il y a une semaine ne changent rien au fait qu'on a tenté d'étouffer un événement communiste d'une importance mondiale. Souvarine a fait voter à notre Comité directeur, qui s'est laissé surprendre, une résolution sur la question russe qui, sous des dehors d'impartialité, constituait une véritable déclaration de guerre au Comité central russe. Quand Sou-

varine, si bien informé des choses de l'Internationale, a-t-il dénoncé l'opportunisme de la direction du Parti polonais ? Il est vrai que le Comité central polonais a voté contre le Comité central russe une résolution analogue à celle de Souvarine.

A l'assemblée fédérale de la Seine, Souvarine a dit : « Personne ne croyait à la Révolution allemande, et sans les camarades russes, nous n'y aurions pas cru. » Il justifie ainsi, qu'il le veuille ou non, les erreurs de Brandler. A notre retour de Moscou, Rosmer ne cessa d'attaquer les mesures prises par la Fédération de la Seine pour répandre l'agitation dans les usines aussitôt que des événements décisifs se seraient produits en Allemagne.

A la fin de l'année dernière, Souvarine s'opposa à ce que la question allemande soit examinée à fond par le Bureau politique et par le Comité directeur. Il empêcha ainsi le Parti de prendre position contre la droite allemande. Il est vrai que Brandler approuve, mais avec réserves, le Comité central russe. Rosmer appuya au Comité directeur et laissa appuyer dans l'*Humanité* les erreurs opportunistes du Parti anglais. Quand parut le manifeste de l'Internationale sur le gouvernement travailliste, il fut enfoui à la quatrième page. Mais en première page, nous avons lu, le même jour, un article leader où Rosmer diluait le manifeste et en omettait deux points essentiels : la nécessité pour notre Parti britannique de défendre, dans l'action commune avec le Labour Party, notre conception communiste de la Révolution et la nécessité d'obliger le gouvernement travailliste, sous la pression des masses, à lutter pour son propre programme, même s'il devait succomber à la coalition des conservateurs et des libéraux.

L'opposition russe a lutté de toutes ses forces contre la formation du bloc du centre et de la gauche dans le Parti allemand.

Les thèses de Trotsky, Radek et Piatakov, qui critiquent modérément la droite allemande et attaquent l'Internationale, ont été envoyées au Parti allemand par dessus la tête du Comité central russe.

C'est clair : les droites des divers partis se ménagent et se favorisent les unes les autres. Il est vraisemblable qu'elles bloqueront, au V^e Congrès, contre le Comité central russe.

Le 5^e Congrès

Que sera ce V^e Congrès mondial ?

Au III^e Congrès, tous nos Partis communistes étaient bien faibles. Dans l'action de mars, nos camarades allemands s'étaient engagés à fond sans être suivis par les masses prolétariennes et travailleuses. Le Parti allemand avait systématisé ses fautes en bâtissant la théorie de l'offensive à outrance qui commen-

çait à exercer ses ravages dans les sections voisines.

Il fallait réagir, empêcher les partis de s'engager seuls dans des putsch où ils n'auraient réussi qu'à se faire écraser. C'était une question de vie ou de mort pour l'Internationale que d'abattre ce péril gauchiste.

Lénine s'appuya sur toutes les forces de droite, même sur l'opportunisme de Frossard pour conjurer le danger.

Appel aux masses, conquête de la majorité du prolétariat avant de livrer l'assaut décisif contre la bourgeoisie, tels furent les mots d'ordre du *vieux* qui entraîna le Congrès et sauva ainsi l'avenir de la Révolution.

Maintenant, ces mots d'ordre ont pénétré profondément tous les Partis communistes. Pas une section nationale ne commettrait la faute de s'engager dans un putsch. Pas une qui ne comprenne la nécessité de gagner les masses. Aujourd'hui même, l'erreur de la gauche allemande, qui repousse non seulement l'application erronée du front unique, mais le front unique lui-même, est une erreur qui n'est pas très dangereuse, car notre Parti allemand entraîne derrière lui de larges masses, peut-être un peu plus, peut-être un peu moins de la majorité du prolétariat.

Le péril n'est plus à gauche : il est à droite. Il est dans les fautes opportunistes de Brandler, qui ont amené le recul d'octobre.

Battre complètement la droite ; pour cela bloquer contre elle toutes les forces, même celles de la gauche allemande qui se trompent théoriquement : telle est la tâche du V^e Congrès. Il ne s'agit pas d'une manœuvre subalterne : il s'agit du succès révolutionnaire en Allemagne.

Il paraît, selon Souvarine, que faire cela, c'est réviser le bolchevisme. Allons donc ? Vouloir figer l'Internationale dans la tactique du III^e Congrès, alors que la situation a complètement changé, appliquer à la Révolution de masses manquée en octobre 1923 par la faute de l'opportunisme de droite les mêmes méthodes qu'au putsch de mars 1921, déclenché et écrasé par la faute de l'inopportunisme gauchiste, c'est cela qui serait la négation du bolchevisme.

Entre autres choses, le bolchevisme, c'est l'adaptation souple de nos moyens tactiques à nos buts d'intransigeance révolutionnaire et communiste.

La tactique varie, le but demeure. C'est une des raisons pour laquelle nous ne cesserons de répéter :

Contre toute tentative de révision du bolchevisme !

*Contre la débolchevisation du Parti russe !
Pour la bolchevisation des Partis communistes !*

Albert TREINT.

La Politique Extérieure du Bloc des Gauches

(Suite)

Une habile manœuvre de Poincaré

Nous apprenons la mort puis la résurrection du cabinet Poincaré. J'avais écrit en janvier que les élections législatives seraient vraisemblablement présidées par un ministère Poincaré « plus ou moins transformé ». Je n'ai donc pas été surpris par ce soi-disant coup de théâtre, longuement préparé. Poincaré a saisi avec beaucoup d'habileté le premier prétexte favorable pour jeter du lest, s'orienter à gauche et s'écarter de Millebrand dont la crise aiguë du franc l'avait rapproché depuis deux mois.

La composition de son nouveau cabinet est un hommage rendu aux chances électorales grandissantes des partis de gauche. Elle confirme qu'après avoir préparé la défaite du Bloc National, Poincaré ne consent pas à être vaincu avec lui. Son ancien cabinet était dans l'ensemble centre-droit (industries de transformation et banques d'affaires). Il continue à s'appuyer sur le centre-droit par Maginot mais il entame le Bloc des Gauches proprement dit en s'annexant des anti-poincaristes notoires tels que Loucheur, François-Marsal, Daniel Vincent et de Jouvenel qui, hier encore, votaient contre les décrets-lois et les réformes fiscales du précédent gouvernement.

La politique électorale de Poincaré va tendre à préparer une nouvelle majorité allant « de Thomson à Varenne », c'est-à-dire des républicains de gauche aux socialistes de droite. Cette politique visera à ne pas trop compromettre le gouvernement en faveur des candidats millerandesques du Bloc National dont la défaite est probable, à combattre discrètement les candidats radicaux-socialistes dont les chances de succès sont incertaines, à favoriser le plus possible les candidats du centre-gauche. A gauche, mais pas trop à gauche, tel sera le mot d'ordre. Les fonctionnaires préfectoraux s'efforceront de remplacer les députés de l'Entente Républicaine (ultra modérés) devenus indésirables par un maximum de radicaux poincaristes, un nombre limité de radicaux-socialistes et un minimum de socialistes. Pressentant le succès électoral de gauche, Poincaré se laisse entraîner par le courant populaire tout en essayant de le ralentir.

Au point de vue extérieur la combinaison hétéroclite d'un ministère qui unit les Le Trocquer et les Maginot de la Ruhr aux de Jouvenel de la Société des Nations et aux Loucheur anglophile de Wiesbaden, indique que Poincaré — tout en se maintenant le plus longtemps possible dans la Ruhr — cherchera à aboutir à une collaboration plus étroite avec l'Angleterre, qu'il fera tous les efforts compatibles avec les appétits du Comité des Forges pour accepter les conclusions des Comités d'experts (acceptation à peu près promise sans doute aux banquiers américains et anglais qui ont aidé à sauver le franc) et qu'ainsi que le désire Mac Donald il se laissera diriger plus aisément vers la Société des Nations et la politique des accords internationaux — la politique de Briand à laquelle la bourgeoisie française peut revenir avec plus de sécurité maintenant qu'elle possède un gage tel que la Ruhr.

Il est incontestable que Poincaré a manœuvré très habilement pour consolider sa position et résoudre le difficile problème que le développement des événements avait posé : ne pas abandonner tout à fait la majorité parlementaire présente tout en se ménageant des complications dans la majorité parlementaire future.

Les accords industriels avec l'Allemagne

Dans les milieux les mieux informés du Bloc des Gauches on ne se fait pas d'illusions excessives sur le caractère durable d'une coopération franco-anglaise. On sait que pour résoudre les questions posées par le Traité de Versailles cette coopération limitée n'est pas moins nécessaire à l'Angleterre qu'à la France. On

suppose même que la bourgeoisie anglaise dont, malgré les apparences, la situation économique et financière est extrêmement précaire est plus pressée que la bourgeoisie française de reorganiser les marchés européens. Mais on prévoit que, la question des réparations une fois réglée, l'antagonisme renaîtra entre les deux grandes puissances occidentales, rivales économiques et politiques.

Dans un récent numéro de la *Revue de Paris*, le nouveau ministre des Finances de Poincaré, François-Marsal, ancien directeur de la Banque de l'Union Parisienne, gros requin d'affaires, s'efforçait de démontrer à l'Angleterre l'intérêt qu'elle peut avoir à se joindre à la France pour abaisser l'Allemagne et la dépouiller.

Il exposait que l'Allemagne centralisée, sans dette intérieure, sans charges extérieures, donc pratiquement sans impôts, riche de sa main-d'œuvre, de ses ingénieurs, de son charbon, de ses forêts, de sa potasse, cette Allemagne, vaincue politiquement, serait bien vite financièrement la grande victorieuse de la guerre. Il montrait que le mineur du Pays de Galles et le tisseur de Manchester seraient plus durement éprouvés par le relèvement économique allemand que le paysan de Beauce ou d'Auvergne. Il concluait en affirmant que tout programme positif visant à charger le prix de vente du produit allemand devrait être accepté avec plus de plaisir encore à Londres qu'à Paris.

Le programme de François-Marsal est celui des principaux groupements économiques français qui mènent campagne en faveur de participations industrielles franco-allemandes auxquelles sont conviés les Anglais et les Belges à qui, d'ailleurs, dès le printemps dernier, Poincaré adressait déjà des propositions officielles dans ce sens.

Cette question des accords industriels est essentielle pour la bourgeoisie française. Je crois utile de souligner une fois de plus son importance.

La transformation des bases économiques de la France

Si Briand, Herriot et Barthou sont amenés à suivre les lignes générales de la politique allemande poincariste, c'est que cette politique est adaptée à une France nouvelle, née du traité de Versailles, et qui s'efforce de vivre : une France industrielle.

La transformation qui s'opère sous nos yeux des bases économiques de la France a une énorme importance politique puisqu'en même temps qu'elle mène à la bourgeoisie une plus grande forme d'exploitation elle tend à accroître dans des proportions formidables le prolétariat industriel français.

A la formule classique : « La France, patrie de la petite propriété et de l'épargne, nations de paysans, de boutiquiers et de rentiers, pays petit-bourgeois », j'ai opposé jadis la formule : « La France, puissance essentiellement agricole hier, accomplissant aujourd'hui une évolution au terme de laquelle elle peut être demain essentiellement industrielle ».

En effet, le traité de Versailles a fait de la France, potentiellement, une grande puissance métallurgique. Elle possède vingt-cinq pour cent des réserves de charbon et soixante pour cent des réserves européennes. Elle est cinq fois plus riche en fer que chacune des deux grandes puissances industrielles européennes, l'Angleterre et l'Allemagne. Dès aujourd'hui, si elle disposait du combustible nécessaire, elle serait en mesure de produire plus de fonte et d'acier que ses deux rivales par la simple utilisation de l'outillage industriel qu'elle possède, c'est-à-dire sans avoir besoin de construire aucune nouvelle usine. Elle peut donc aspirer à devenir la plus grande puissance métallurgique de l'Europe. Mais pour cela il faut qu'elle produise à bon marché.

Et, pour produire à bon marché, elle doit se procurer à bon compte le combustible qui lui manque, soit, chaque année, plus de vingt millions de tonnes de houille et près de sept millions de tonnes de coke métallurgique. Cette houille et ce coke sont dans la Ruhr voisine des gisements de fer français. Si la bourgeoisie française renonçait à acquérir des droits industriels privilégiés dans les houillères rhéno-westphaliennes elle renoncerait par là même à toute hégémonie industrielle et même à la simple possibilité d'utiliser rationnellement sa production de fer et son outillage. Renoncer au charbon de la Ruhr serait ramener la France à la position de puissance de second ordre qu'elle occupait depuis Sedan. Elle serait alors rapidement absorbée par une des grandes puissances.

Le sort des armes a fourni à notre bourgeoisie une dernière occasion de rendre à la France un rôle qu'elle a souvent tenu à travers les siècles, le rôle de première puissance continentale. On comprend donc que, depuis l'armistice, la politique extérieure de la bourgeoisie française ne soit plus la politique insulaire petite-bourgeoise d'avant-guerre et qu'elle se soit adaptée de plus en plus au programme impérialiste du Comité des Forges qui entraîne aujourd'hui la nation tout entière à la conquête des matières premières comme il l'entraînera demain à la conquête des débouchés.

La petite bourgeoisie clemenciste, qui résistait en 1919 à ce programme, et la grande bourgeoisie des exportateurs et des banques d'affaires, représentée par Briand-Loucheur qui y résistait en 1921, s'y sont ralliés déjà plus qu'à moitié. En matière de politique extérieure les tendances petite-bourgeoises — malgré l'appui que leur procurent les plus larges masses de la population — s'affaiblissent parce qu'elles apparaissent comme inadaptées aux nécessités économiques modernes. Les milieux d'affaires, en dépit d'une compréhension très vive des intérêts économiques européens, s'affaiblissent d'autre part parce qu'ils sont trop indifférents aux nécessités politiques « nationales ».

Ni l'un ni l'autre de ces deux courants ne disparaîtra tout à fait. L'un et l'autre en effet représentent des intérêts qui ne se laisseront pas éliminer et continueront à peser sur la politique française dont ils prolongeront les oscillations. Mais depuis quatre ans les tendances de la métallurgie n'ont pas cessé de gagner du terrain. Dans tous les milieux de la bourgeoisie on admet de plus en plus qu'à des conditions économiques nouvelles il faut adapter de nouvelles conceptions politiques. On accepte la politique de fer du Comité des Forges qui paraît économiquement plus susceptible qu'aucune autre d'assurer la prospérité « nationale » et qui politiquement ressuscite les traditions impérialistes d'un peuple qui demeure dans une large mesure le peuple « épris de gloire » de Louis XIV et de Napoléon.

L'union du fer et du charbon

Réunir le fer lorrain au charbon westphalien, telle est la grande pensée du gouvernement Poincaré comme elle fut celle du gouvernement Millerand. Comme elle serait la grande pensée d'un gouvernement Tardieu en cas de victoire électorale du Bloc National. Comme elle sera la grande pensée d'un gouvernement Briand ou Herriot dans l'hypothèse plus vraisemblable d'un succès des partis de gauche.

Il ne s'agit pas bien entendu d'annexer la Ruhr, ambition chimérique, mais d'obtenir de l'Etat allemand un droit d'exploitation sur un certain nombre de mines de houille et d'arracher aux industriels allemands la signature d'avantageux contrats d'association.

Ce n'est pas seulement le Comité des Forges et la presse à sa solde, mais les organes de grande information et même la plupart des journaux de gauche qui déclarent que la France n'a pas recouvré l'industrie métallurgique lorraine pour la couper du charbon de la Ruhr et que les échanges qui se faisaient avant la guerre entre la Ruhr et la Lorraine aujourd'hui désannexée doivent se continuer librement après la victoire.

Tous les organes « sérieux » appuient le Times dans la campagne qu'il mène pour assurer à la France des

participations industrielles dans les entreprises rhéno-westphaliennes. Le Temps repousse les propositions de trusts métallurgiques franco-allemands que lancent habilement certains magnats d'outre-Rhin. Il comprend fort bien qu'à aucun prix les Anglais ne laisseraient s'établir aussi totalement l'hégémonie de l'industrie française sur l'Europe continentale. Il suggère donc l'idée de cartels métallurgiques internationaux, cartel du rail, cartel des fers en barres, cartels des tubes, etc... Il propose en outre la création d'un syndicat franco-allemand pour l'échange du fer lorrain et du charbon de la Ruhr, les syndiqués allemands livrant leur excédent de coke et les syndiqués français leur excédent de minerai de fer. D'ores et déjà il est certain que des négociations sont en cours entre les magnats français et les magnats allemands, sinon même entre les deux gouvernements.

Les hypocrites coquetteries de Ramsay Mac Donald et de Poincaré ne résisteront pas longtemps à l'épreuve de ces réalités. Les discussions reprendront avec plus de violence que jamais quand il s'agira de réaliser les projets exposés par le Temps au nom du Comité des Forges, projets adoptés par Millerand puis par Poincaré et qui seront, après les élections, adoptés par le gouvernement français, quel qu'il soit. Il est évident qu'après quelques embrassades un ministère plus ou moins Bloc des Gauches se trouvera séparé du gouvernement travailliste — ou de son successeur — par l'antagonisme des intérêts économiques des deux nations aussi profondément que furent séparés en 1922 les impérialistes purs tels que Lloyd George et Poincaré.

La France, affaiblie en ces derniers mois par la formidable pression exercée sur sa monnaie, ne l'est pas suffisamment pour renoncer à ses ambitions. Pour les réaliser elle a besoin d'appuis. Menacée par l'Allemagne et par l'Angleterre, elle cherche de tous côtés les alliés qui lui manquent. Une seule grande puissance européenne n'a pas encore pris parti dans la formidable querelle qui a mis et mettra encore aux prises les trois grandes nations occidentales. Et tout naturellement la France tourne ses regards vers la Russie.

Jacques SADOUL.

(Le troisième et dernier article sur ce sujet sera consacré aux relations de la France et de la Russie.)

J. S.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc...) à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

Quelques Expériences de la Vie des Cellules

Depuis quelque temps, un certain nombre de fédérations ont commencé à appliquer la décision du Congrès de Lyon sur les Comités d'usines et ont obtenu de bons résultats. Elles ont réussi, dans la plupart des usines, à grouper les camarades en cellules. La plupart de ces cellules fonctionnent encore d'une façon imparfaite et n'ont pas encore réussi à prendre racine dans les usines. Mais, presque partout, on peut constater qu'un plus grand nombre de camarades participent à la vie des cellules et font preuve de beaucoup plus d'initiative et d'esprit d'invention que dans les sections. C'est ainsi, par exemple, qu'une cellule qui voulait persuader les ouvriers de l'usine du bien-fondé des revendications posées par la C. G. T. U., mais ne possédait pas le matériel nécessaire pour cela, demanda à ses membres de tirer un certain nombre d'indications de leur budget d'avant-guerre et de les leur transmettre. De cette manière, la cellule réunit le matériel nécessaire sur les dépenses hebdomadaires mensuelles et annuelles des familles ouvrières, selon le nombre de leurs membres et put prouver aux ouvriers, en se servant de ces chiffres, à quel point leur capacité d'achat avait diminué en comparaison des années d'avant-guerre et que les revendications de la C. G. T. U. étaient le minimum de ce que les ouvriers pouvaient demander.

Une autre cellule eut l'idée de charger un camarade de rechercher les contradictions et les mensonges les plus grossiers de la presse bourgeoise et social-démocrate et de les afficher à l'intérieur de l'usine en les faisant suivre d'un petit commentaire pour inspirer aux ouvriers le dégoût de cette presse. De même, nous pourrions fournir des dizaines de pareils exemples. Certes, un certain nombre de méthodes employées par les cellules laissent beaucoup à désirer, mais toutes indiquent une bonne volonté certaine de la part des camarades d'entrer en contact avec les masses ouvrières et de les influencer dans le sens communiste.

L'activité des cellules nous fournit encore un autre enseignement : c'est que dans les cellules, ou plus exactement dans la plupart d'entre elles, nous n'entendons plus ce raisonnement que nous entendons encore trop souvent dans les sections : « Pourquoi est-ce moi qui dois le faire et non pas un autre ? » Les camarades s'offrent volontairement pour faire le travail et s'en acquittent avec la plus grande conscience. En voici deux exemples caractéristiques :

Une cellule décide de provoquer au sein de l'usine un mouvement contre le sabotage de la journée de huit heures. Un article, dénonçant ce sabotage et affiché partout sur les murs à l'intérieur de l'usine, fut choisi comme introduction. Et, après avoir chargé un camarade de rédiger cet article, la cellule passa à d'autres travaux. Mais, aux questions diverses, un camarade demanda la parole et demanda timidement si l'on ne ferait pas mieux de le charger de la rédaction de l'article, étant donné qu'il habitait à plus d'une heure de l'usine et, par conséquent, qu'il souffrait le plus de la violation de la journée de huit heures, et qu'ensuite il pourrait écrire son article avec plus de sincérité, de telle sorte que, cer-

tainement, il ne manquerait pas son effet sur les ouvriers... L'assemblée fit un « compromis » et le chargea lui aussi de rédiger un article, et ce fut son article qu'on utilisa, parce qu'il était plus saisissant que le premier.

Voici un autre exemple. Dans une réunion de cellules, on discuta au sujet de la rédaction d'un article destiné à être placardé à l'intérieur de l'usine, dans le but de montrer que la France était, tout comme l'Allemagne, sur le chemin de la banqueroute. La baisse du franc devait servir de preuve principale. Mais, étant donné qu'un certain nombre de camarades refusèrent de rédiger cet article en prétextant que c'étaient là des questions financières et qu'ils ne se sentaient pas capables de traiter de pareilles questions, on renonça momentanément à rédiger cet article. Mais, trois jours plus tard, un camarade, qui avait passé quelque temps en Allemagne, apporta un article intitulé : « Gardons-nous de devenir milliardaire », qui fut affiché à l'intérieur de l'usine. Dans cet article, on racontait que lorsqu'en Allemagne la chute du mark commença à prendre de grandes dimensions, le Parti communiste déclara que c'était le commencement d'une formidable catastrophe que le prolétariat allemand ne pourrait éviter qu'en imitant l'exemple du prolétariat russe. Mais la majorité de la classe ouvrière s'était moquée de la prédiction du Parti communiste et avait déclaré avec ironie qu'ils étaient prêts à suivre l'exemple du prolétariat russe, parce que la révolution russe avait fait de tous les ouvriers des millionnaires (par suite de la baisse formidable du rouble). Si seulement, malgré tous ces millions, ils ne mouraient pas de faim !... A quoi les communistes répliquaient qu'on ne pourrait pas savoir si demain les ouvriers allemands ne deviendraient pas eux aussi millionnaires, avec cette différence, toutefois, qu'ils auraient encore sur leur dos les vampires capitalistes. Mais les communistes allemands avaient, n'est-ce pas, commis une grande erreur : au lieu de devenir milliardaires, les ouvriers allemands sont devenus milliardaires et même trilliardaires... et l'article concluait : « Nous aussi, communistes français, nous vous disons : la baisse du franc est le commencement de la catastrophe que nous n'éviterons qu'en entreprenant immédiatement la lutte. Profitez de l'expérience de la défaite du prolétariat allemand. Gardons-nous de devenir milliardaires !... »

Ainsi que le déclara le secrétaire de la cellule, le rédacteur de l'article, il n'y a pas un ouvrier de l'usine qui n'eût lu cet article et n'en eût discuté.

Mais ce n'est pas seulement dans ce domaine qu'on constate une nouvelle tendance parmi les camarades. Dans d'autres domaines également, comme par exemple dans le travail de recrutement, à l'occasion des collectes en faveur du Secours rouge, etc., etc. En outre, on remarque que, partout où des cellules ont été constituées, les ouvriers manifestent à l'égard du Parti communiste une plus grande sympathie que ce n'était le cas jusqu'à présent et, grâce à l'activité des cellules d'usines, les ouvriers constatent que le Parti communiste est tout différent des autres partis et n'a rien d'un parti parlementaire tel que

le Parti socialiste, par exemple. Et ceux d'entre nos camarades qui font preuve de pessimisme et craignent que la transformation de notre organisation sur la base des cellules ne fasse pas gagner à notre Parti de nouvelles forces, devraient assister aux réunions des cellules et écouter avec une attention léninienne comment les camarades discutent des questions intéressant la vie de l'usine et s'efforcent d'y apporter des solutions concrètes, en reliant les petites questions intéressant la vie de l'usine aux grandes questions éco-

nomiques et politiques actuelles, etc. Alors, ils se rendront compte que leur pessimisme n'est pas justifié et ils crieront avec nous à l'ensemble du Parti : « Au travail, énergiquement pour la transformation de l'organisation du Parti sur la base des cellules d'usines ! »

JEAN.

(Appendice à un projet de brochure par questions et réponses sur les Cellules communistes.)

RECTIFICATION

Dans son article : « La Question de l'Éducation », publié dans le dernier numéro du *Bulletin Communiste*, Marcel Ollivier me met implicitement en cause en disant que les rédacteurs de la rubrique : « La Vie intellectuelle », dans *l'Humanité*, n'ont pas une compréhension suffisamment nette du caractère que doit avoir la critique littéraire ou artistique dans un journal ouvrier je suis en effet chargé de la critique artistique dans *l'Humanité*, en ce qui concerne les arts du dessin.

Indiquant en quelques mots ses conceptions au sujet de l'éducation par l'art, Ollivier insiste sur la nécessité de la critique de la culture bourgeoise et notamment des écoles d'art dites « avancées », futurisme, dadaïsme, suprématisme, etc., qui « ne sont que des reflets de la décadence de l'idéologie bourgeoise ».

Or, c'est précisément l'une des tâches principales que je me suis imposées, depuis trois ans que je tiens la rubrique artistique à *l'Humanité* : dès le 20 février 1921, dans un article intitulé : « L'Art et la Société Communiste », je développais la thèse même indiquée par Ollivier et disais de l'art « avancé » qu'il critique avec raison : « Cet art n'est avancé que dans le sens où on le dit de la viande : c'est un produit de décomposition de la société bourgeoise ».

Depuis lors, je suis revenu constamment et sans me lasser, à toute occasion, sur le thème. D'autre part, je n'ai jamais cessé d'avoir en vue, dans le domaine de l'art, l'œuvre de préparation du prolétariat à la révolution, que prône Ollivier, œuvre de préparation qui ne doit pas consister seulement à développer en lui la capacité de détruire, mais aussi celle de reprendre la gestion sociale — ce qui est bien plus difficile que de détruire — : je me suis efforcé constamment, dans l'espace très limité dont je dispose, de montrer les vastes tâches qui s'imposeront au lendemain de la Révolution dans le domaine de l'architecture et dans celui de l'éducation du peuple par l'art, et j'ai, à maintes reprises, exposé les recherches et les essais faits dans ce sens par nos camarades russes (1).

Je n'ai cessé, dans tout ce que j'ai écrit sur l'art, de suivre des directives très claires et très nettement communistes et révolutionnaires ; il est regrettable que le camarade Ollivier, trop occupé sans doute par l'élaboration de ses travaux personnels, n'ait jamais eu le loisir de s'en apercevoir.

Ceux des lecteurs de *l'Humanité* qui ont bien voulu suivre la campagne que j'ai menée savent comment j'ai rempli ma tâche : ils savent notamment que j'ai fait de la critique d'art une rubrique qui ne ressemble en rien, non seulement par l'esprit, mais encore par les méthodes et les procédés, aux rubriques de ce genre dans les journaux bourgeois et qui rompt nettement avec toutes les habitudes de la presse parisienne. Mais j'ai tenu d'autre part à avertir les lecteurs du *Bulletin Communiste*, afin de ne point laisser s'accréditer une légende dénuée de tout fondement.

Jacques MESNIL.

De quoi est capable l'Impérialisme français

Des Indous, dont le seul crime est d'avoir lutté pour l'indépendance de leur pays, sont traqués par la police de Sa Majesté Britannique. Quelques-uns se sont réfugiés dans les possessions françaises des Indes. Ils comptaient sur le droit d'asile. Les autorités coloniales françaises viennent de les expulser.

Ce n'est pas la première fois que l'impérialisme français se fait complice des autres impérialismes, et commet des infamies de cette sorte. Pendant la guerre, alors que les Noirs d'Afrique se laissent massacrer sur le sol français pour défendre la « Civilisation », « l'Humanité », etc. la France s'entendait avec l'Italie pour interdire aux Tripolitains, pourchassés par les bandits italiens, de chercher un asile sur le territoire de la Tunisie. Et voici ce qui se passait.

Un millier de Tripolitains, vieillards, hommes, femmes et enfants, poussant devant eux leurs pauvres troupeaux vinrent un beau jour de la guerre du Groit chercher refuge en Tunisie. A la frontière, les troupes françaises leur barrèrent leur chemin, mitrailleuses aidant. Les fuyards se trouvèrent dans cette affreuse alternative : se faire massacrer par les Français ou reculer vers le Sahara et y mourir de faim et de soif. Ils adoptèrent une troisième solution. Ils s'étendirent tous dans le sable et moururent lentement sur place, sous les yeux de « nos » gardes-frontières.

Voici ce qu'a raconté de ce drame Mme Claire Géniaux dans le journal *l'Universel* :

« ... Armés de longues-vues, nos officiers suivaient les phases de la lente agonie de ces primitifs, à qui les nations latines étaient venues apporter les bienfaits de la civilisation. Les bébés moururent les premiers au sein de leurs mères. Les femmes ne tardèrent pas à succomber. Les vieillards à leur tour déjà réduits à l'état de squelettes, furent recouverts par le sable, et bientôt les hommes eux-mêmes ne donnèrent plus signe de vie. Alors que l'on pensait que tous ces « rebelles » étaient morts, le docteur Natal et le docteur Conseil remarquèrent quelques fillettes qui semblaient encore s'agiter près des cadavres raidis de leurs parents. A la nuit, ils s'en approchèrent et constatèrent en effet que le cœur de ces petites créatures diaprées et charmantes qui, les premiers jours, dans leur insouciance, sautaient encore comme des cabris, battait très faiblement. Les ayant dissimulées dans leurs voitures d'ambulance, ils furent assez heureux pour les ramener à la vie. Touchés par leurs souffrances, leur abandon et leur grâce, ces médecins ont gardé comme servantes ces petites filles, seules survivantes d'une tribu d'un millier de Tripolitains. »

Ce navrant témoignage n'est pas d'une révolutionnaire.

L'impérialisme français n'hésite pas à commettre les crimes les plus abominables.

NGUYEN-AI-QUAC (Indochine).

(1) Voir aussi dans le *Bulletin Communiste* (1922, numéros 9 et 10) ma longue étude sur « l'Art dans la Russie des Soviets ».

Vers la Révolution Allemande, quand même !

Cette préface à l'excellente brochure (1) réunissant les articles de Zinoviev au lendemain de l'échec de Chemnitz, mérite de servir de prologue à la discussion sur la question allemande instituée à la veille du Congrès du Parti communiste allemand.

En dépit du triomphe passager de la réaction en Allemagne, Zinoviev y affirme sa confiance, qui est celle de tous les vrais communistes, dans la victoire inéluctable de la révolution allemande.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la révolution allemande traverse de nouvelles difficultés. MM. les social-démocrates se sentent vainqueurs. Le trouble s'est mis dans certains secteurs du camp révolutionnaire.

Mais ce serait manquer de caractère que de se laisser décourager par un échec passager. La route de la révolution n'est pas semée de roses. Le prolétariat allemand a un adversaire extrêmement intelligent en la personne de la bourgeoisie, parfaitement organisée, douée d'une incomparable habileté. Mais l'ennemi le plus dangereux, c'est la social-démocratie qui — il faut lui rendre cette justice — fait preuve d'une souplesse et d'une faculté d'adaptation inouïes, faisant donner tantôt son aile droite, tantôt la « gauche », tantôt le centre, entrant aujourd'hui dans le gouvernement bourgeois, demain s'en retirant pour jouer la comédie de l'« opposition », adoptant un jour des résolutions presque « révolutionnaires », le lendemain agissant comme le plus fidèle instrument de la contre-révolution. Il n'est pas facile de combattre un tel adversaire. Des défaites partielles sont inévitables, mais par elles, le prolétariat se trempe et se prépare à la victoire finale.

On nous écrit de Hambourg, où les ouvriers se sont héroïquement battus : « Malgré les sévices de la police, les organisations et les ouvriers ne se sentent pas vaincus. » La bourgeoisie le reconnaît. Le numéro d'aujourd'hui du *Hamburger Korrespondent*, organe de Cuno, publie un article portant le titre caractéristique : « Prépare-toi à recommencer ! »

Justement. Encore quelques « victoires » de cette sorte, et la classe ouvrière rompra le cou à la bourgeoisie.

« Prépare-toi à recommencer », cela nous convient.

Les causes objectives qui ont provoqué la crise révolutionnaire continuent à agir. Ni Kahr, ni Muller, ni Hitler, ni Stresemann

« lui-même » ne peuvent les supprimer. La crise économique chaque jour s'aggrave. La bourgeoisie ne peut plus gouverner. Les contradictions internes s'exaspèrent. La situation internationale de la bourgeoisie, au lieu de s'améliorer, empire rapidement.

« Prépare-toi à recommencer », cela veut dire : ouvrier, arme-toi et améliore ton organisation ! C'est notre mot d'ordre présent.

Les tâches qui s'imposent au prolétariat se ramènent à deux : 1° liquider l'influence des social-démocrates de gauche ; 2° « organiser la révolution ».

Expliquons-nous.

Quelques camarades pensent que la tactique du Parti Communiste en Saxe était fautive. « La Saxe est une grosse faute, peut-être même fatale », nous écrit un vieux camarade d'Allemagne.

Ce diagnostic est-il juste ? Non.

Considérer la situation exclusivement du point de vue saxon, c'est tomber dans le provincialisme et fausser la perspective. Mais l'expérience saxonne n'était pas accidentelle et n'est pas perdue pour la révolution. Notre principale tâche est actuellement de conquérir les couches ouvrières et parmi elles les sans-parti qui suivent encore les social-démocrates de « gauche ». Ces derniers disposent encore d'une forte influence sur les masses. La gauche joue actuellement le rôle joué en 1919-1920 par les Indépendants. Les ouvriers qui espèrent encore qu'on pourra éviter la guerre civile s'accrochent à la « gauche » comme à une dernière branche de salut. Ces ouvriers nous auraient chargé de toute la responsabilité si nous, communistes, nous nous étions refusés à tenter, de concert avec la gauche, la voie pacifique. La signification de l'expérience saxonne est de montrer le manque de caractère et l'esprit contre-révolutionnaire des chefs de la gauche.

Il faut mettre fin à l'illusion d'une union durable avec la gauche. Il y a des social-démocrates disposés, dans certaines circonstances, à s'allier aux communistes dans des combinaisons parlementaires, il n'en est pas qui soient disposés à une lutte décisive contre la bourgeoisie.

Nul ne peut savoir combien de temps durera l'entr'acte actuel. Mais le centre de l'activité politique du Parti Communiste sera, tant que durera cette situation, la liquidation radicale de l'influence des chefs de la « gauche ». C'est la première condition de notre victoire.

(1) La demander à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette. Prix : 1 fr. 50.

La seconde tâche, c'est l' « organisation » de la révolution.

Expliquons cette expression.

A la veille de la révolution de 1905, lorsque les dissensions entre bolcheviks et mencheviks commençaient seulement à se manifester, les deux fractions émirent deux formules lapidaires caractérisant mieux que tout leurs tactiques. Martov, le plus révolutionnaire des mencheviks d'alors, disait : « Il faut déchaîner la révolution ». Lénine et les bolcheviks répliquaient : « Il faut *organiser* la révolution ». Et plus l'insurrection de 1905 s'approchait, plus ce mot d'ordre apparaissait juste. En 1917, plus nous nous rapprochions d'Octobre, et plus nous l'avions présent à l'esprit.

Les mencheviks ne se gênèrent pas pour nous accuser de blanquisme, de putschisme, etc... Mais nous les laissons parler et faisons ce que nous estimions nécessaire.

— Si vous ne pérez pas à tort et à travers sur la révolution, si votre formule « déchaîner la révolution » n'est pas un vain mot, vous devez vous unir à nous pour *organiser* la révolution, disions-nous aux mencheviks.

Révolution et insurrection ne sont pas synonymes. L'insurrection n'est qu'une partie de la révolution, mais sa partie la plus importante, sa partie décisive. Qui veut la victoire de la révolution doit vouloir la victoire de l'insurrection. Qui veut la révolution doit pouvoir *l'organiser*.

Naturellement, aucune organisation ne peut changer les forces objectives travaillant pour la révolution, si toute la situation n'est pas révolutionnaire, si les rapports sociaux n'y conduisent pas inévitablement, aucune organisation ne peut « faire » la révolution. Mais si les conditions objectives se trouvent réunies, si les rapports sociaux, la situation économique, d'autres facteurs encore, intérieurs et extérieurs, agissent pour la révolution, l'organisation de celle-ci a une importance décisive.

Sous ce rapport, la révolution allemande est entrée dans une phase décisive. Toutes les illusions ont été impitoyablement chassées. La victoire du prolétariat est devenue une question *d'armement et d'organisation*. Des millions d'ouvriers éprouvent un besoin pressant de s'armer. Toutes les voies intermédiaires ont été parcourues, tous les compromis ont été tentés, toute la magie social-démocrate de droite et de gauche, tous les tours du parlementarisme ont été mis à l'épreuve, et les résultats sont : le poteau, la faim, des ruisseaux de sang, le déchaînement du fascisme. *L'organisation de la révolution*, voilà sur quoi le Parti Communiste doit diriger l'attention de l'élite de la classe ouvrière, voilà à quoi il doit employer le temps dont il dispose encore avant le combat décisif.

Le mot d'ordre de la *grève générale* est lancé. L'Allemagne marche inévitablement à la grève générale.

Le mot d'ordre de l'unité par en-bas, c'est-à-dire l'unité de tous les ouvriers *contre* la contre-révolution, est lancé. L'Allemagne marche inévitablement vers cette unité.

Il est évident qu'une certaine partie de la classe ouvrière restera neutre ou vacillante jusqu'au dernier moment. La configuration des forces au moment décisif sera sans doute la suivante : l'avant-garde communiste attirera à elle la majorité ou la presque majorité des éléments actifs du prolétariat ; dans le reste, une fraction conservera une neutralité bienveillante, une autre vacillera. Les chefs de droite de la social-démocratie seront avec la bourgeoisie et les généraux blancs, les chefs de la gauche hésiteront entre les deux feux.

Le coup d'Etat blanc de Bavière indique que pour un temps l'initiative est passée entre les mains de l'adversaire. Mais vu l'état de choses existant en Allemagne, l'adversaire travaille *pour nous*. Le général Muller enlèvera leurs illusions pacifistes aux ouvriers social-démocrates qui suivaient encore Zeigner.

Les événements se précipitent avec une vitesse vertigineuse. Les objectifs de l'avant-garde du prolétariat et du Parti Communiste sont immenses. Il y aura encore des défaites partielles. Les ouvriers n'ont pas encore affronté la Reichswehr. Mais notre gros n'a pas encore participé au combat. Le gros de l'armée n'est pas encore engagé dans la bataille. Ce que nous pourrions faire de pis serait de nous abandonner aux querelles et aux dissensions intestines. Les dissensions sont à présent plus nuisibles et plus criminelles que jamais. Des fautes sont inévitables. Mais si nous n'en commettons pas de trop grosses, le rapport des forces se modifiera chaque jour en notre faveur.

Les perspectives d'avenir tracées dans notre brochure, écrite durant la seconde quinzaine d'octobre, restent vraies dans l'essentiel.

Une volonté inflexible de lutte, une résolution sans hésitation, une main ferme, une vue claire, voilà ce qui est nécessaire à l'avant-garde des prolétaires allemands dans le moment actuel.

La « gauche » social-démocrate sera bientôt battue politiquement. Le Parti Communiste allemand, soutenu par toutes les forces vives du prolétariat, apprendra à « organiser » la révolution. L'heure sonnera et les événements inévitables s'accompliront. Il n'est pas une force au monde qui puisse faire échapper la bourgeoisie allemande à son sort.

Personne ne nous arrachera des mains la victoire...

G. ZINOVIEV.

Moscou, le 2 novembre 1923.

Les Discussions du P.C. Allemand

La camarade Ruth Fischer, un des leaders de la gauche du P.C. allemand, vient de publier un important article sur les discussions du P.C. allemand. Elle y fait le procès de l'ancien Comité Central ; elle y définit le point de vue de la gauche, de plus en plus influente dans le P.C.A., sur le présent et l'avenir du Parti. Nous donnons ci-dessous un résumé détaillé de cet article en ayant soin d'en citer textuellement et longuement les passages essentiels.

Le congrès de Leipzig

Ruth Fischer donne d'abord l'histoire de la crise actuelle du P.C. allemand, crise qui, d'après elle, a son origine dans les résolutions adoptées par la majorité du Congrès de Leipzig. C'est précisément à ce congrès que la lutte entre les deux fractions : la majorité, soutenant le C.C., et la gauche, a atteint son point culminant. Les deux fractions se combattaient avec une âpre violence et ce n'est que les liens communs de l'Internationale Communiste qui unissaient tous les membres du Parti qui empêchèrent une aggravation catastrophique de la crise. Les différences se manifestaient surtout dans la question du front unique et du gouvernement ouvrier. Ruth Fischer déclare que la cause de toute la crise du parti allemand réside dans l'opportunisme des dirigeants de la majorité au congrès de Leipzig. Cet opportunisme s'était manifesté par les faits suivants :

a) Refus de la majorité de traiter de la question de la Ruhr, refus qui montra clairement que les dirigeants du Parti, négligeant les grandes régions industrielles comme la Ruhr, concentraient leur attention sur la Saxe et la Thuringe en vue d'une collaboration avec la social-démocratie :

b) Conception erronée du front unique, représenté comme une alliance avec le parti social-démocrate allemand, qu'on se proposait de faire passer « de l'aile gauche de la bourgeoisie à l'aile droite de la classe ouvrière » :

c) Conception également erronée du gouvernement ouvrier, qu'on voulait utiliser comme un moyen de « faire une politique ouvrière dans le cadre de la démocratie bourgeoise » :

d) Dissimulation du sens véritable des décisions du IV^e Congrès mondial qui révélaient une orientation à droite :

e) Élimination de la minorité du Parti, qui représentait les organisations de Berlin, Hambourg et de la Ruhr, des organes dirigeants qui furent ensuite composés des partisans de l'orientation « Saxe et Thuringe ».

Ruth Fischer conclut : « Le Congrès de Leipzig a été un malheur pour le Parti. La politique d'octobre n'a été que la mise en pratique de la théorie de Leipzig. La conférence de Moscou, en janvier, a annulé les thèses du Congrès de Leipzig. Le Congrès futur du P.C. allemand devra nettement s'orienter à gauche en reniant tout à fait le Congrès de Leipzig. »

L'offensive capitaliste et les luttes du prolétariat allemand

La camarade Fischer donne une description détaillée de l'offensive capitaliste en Allemagne,

montre les conséquences politiques et économiques de l'occupation de la Ruhr, l'aggravation des antagonismes de classes, l'effondrement du mark allemand, la crise de chômage, l'appauvrissement des classes moyennes et ce qui lui paraît le plus important de tous les phénomènes consécutifs à l'effondrement de la vie économique en Allemagne : la décomposition du parti social-démocrate et l'ébranlement de la confiance des masses en la bureaucratie syndicale contre-révolutionnaire. Elle montre les luttes grandioses dans la Ruhr, en Haute-Silésie, à Berlin, en Saxe et un peu partout, les grèves qui revêtent de plus en plus un caractère politique et l'importance grandissante du mouvement des conseils d'usines. Après la grève générale contre le gouvernement Cuno, les social-démocrates proclament l'état de siège. La révolution gronde cependant en Allemagne, on attend d'un moment à l'autre qu'elle éclate. Les masses se déclarent partout en faveur de la grève générale : la petite-bourgeoisie, les petits cultivateurs et les classes moyennes les encouragent de leur sympathie. La décision approche. Or, ce qui vient c'est — la défaite d'octobre.

Qu'est-ce qui s'est passé au juste ? se demande Ruth Fischer. « En octobre, les communistes firent une misérable tentative de conquérir le pouvoir au moyen de la démocratie et conduisirent ainsi le mouvement ascendant des masses à un échec. Les nationalistes allemands essayèrent également de s'emparer du pouvoir par un soulèvement armé et subirent également un échec. Depuis lors la bourgeoisie s'applique à rendre stable la monnaie allemande, et le capitalisme international poursuivant ses efforts de colonisation se met à « apaiser le pauvre peuple allemand ». Or, les Stinnes et les Loucheur semblent bien comprendre ce que c'est qu'une « stabilisation ». Des centaines de milliers de chômeurs sont encore voués à la misère et à la mort, mais le mark stable se met, pour le moment, avoir plus de séduction que l'asile des soviets ou la *swatiska* des nationaux-socialistes. »

Les fautes du P.C. allemand

Qu'a fait le P.C. allemand pendant ces mois décisifs ?

Ruth Fischer répond : Il a prêché l'alliance avec la social-démocratie, le gouvernement ouvrier comme moyen de lutte dans le cadre de la démocratie et toute une politique d'« étapes transitoires ». Dans la période de janvier à mai 1923, c'est la tactique des « lettres ouvertes ». Le C.C. rejette toute politique active dans la Ruhr. Pour faire des concessions à la gauche, on organise une journée « antifasciste » dont la date est fixée au 29 juillet. La propagande pour la Journée antifasciste réveille les masses et fait entrevoir une action importante des communistes. Le gouvernement interdit les manifestations. Le C.C. s'incline. Ce recul du Parti contient déjà affirme Ruth Fischer, le germe de la défaite d'octobre.

Après la grève générale sous le gouvernement Cuno qui a totalement surpris le C.C., la gauche affirme que les luttes futures doivent revêtir un caractère décisif et avoir pour objectif la conquête du pouvoir. Il faut transformer les conseils d'usines

nes en des conseils d'ouvriers et remplacer le mot d'ordre du gouvernement ouvrier par celui de dictature prolétarienne. Il ne s'agit plus de « saisir les valeurs réelles », mais de socialiser les moyens de production.

Le C.C. toutefois continue sa politique de front unique avec la social-démocratie et négocie en Saxe en vue de la formation d'un gouvernement social-démocrate. L'Exécutif oblige, cependant, le Parti à se préparer à la lutte décisive et lui recommande d'entrer au gouvernement saxon dans le but d'armer le prolétariat. Les organes dirigeants du Parti proclament alors la nécessité de se préparer à l'action décisive. Le Parti propose à la conférence de Chemnitz de déclarer la grève générale, mais lorsque les social-démocrates de gauche rejettent cette proposition, il n'insiste plus. Pendant ce temps les communistes de Hambourg luttent désespérément et subissent une défaite sanglante parce que leur action s'était déclanchée séparément, sans aucune liaison avec les autres forces du Parti. Le Parti bat en retraite. L'interdiction prononcée par le général von Seeckt ne fait que mieux ressortir son agonie.

La politique du P.C. en Saxe

Ruth Fischer vient ensuite à examiner la « politique saxonne » du P.C.A. qu'elle considère comme au plus haut point caractéristique pour la tactique « révisionniste » de l'ancien Comité Central. Elle appuie son jugement sur une analyse historique des faits. Dans les années de 1921 et 1922, le P.C. avait soutenu sans aucune condition le gouvernement social-démocrate de Saxe. Après les élections de novembre 1922 qui avaient donné la majorité à la Diète saxonne aux social-démocrates et communistes, les deux partis entamèrent des négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition. Parmi les conditions que posa le Comité Central du P.C.A. pour l'entrée des communistes au gouvernement, il y avait deux revendications essentielles : distribution d'armes au prolétariat et responsabilité du gouvernement devant le Congrès des Conseils d'usines. Les social-démocrates se déclarèrent prêts à accepter les conditions du P.C. sauf ces deux dernières, de beaucoup les plus importantes. La délégation allemande au 4^e Congrès de l'I.C. se prononça quand même, contre les voix des représentants de la gauche, pour l'entrée au gouvernement saxon. Cette décision fut pourtant annulée par l'Exécutif de l'I.C.

Le gouvernement social-démocrate de Saxe fut contraint de démissionner et les chefs social-démocrates engagèrent de nouveaux pourparlers avec les communistes, afin d'assurer leur appui à la Diète. Les communistes ayant sacrifié leur revendication concernant la responsabilité du gouvernement devant le Congrès des conseils d'usines, un accord put être établi à la base des conditions suivantes :

1^o Formation en commun de centurries ouvrières ;

2^o Reconnaissance par la loi des commissions de contrôle des prix ;

3^o Organisation d'une Assemblée du Travail.

Ce compromis n'a pas donné de résultats pratiques. La formation de centurries communes fut totalement négligée et les commissions de contrôle n'exercèrent que des fonctions insignifiantes. En revanche, l'institution de l'Assemblée du Travail

fut proclamée un pas décisif dans le sens d'une action de masses. On lui découvrit de hautes qualités qui, de l'avis des dirigeants du Parti, furent d'elle un moyen de lutte plus efficace que ne l'était le Congrès des conseils d'usines. On essaya même dans d'autres provinces de former des gouvernements ouvriers à la base des Assemblées du Travail. Toute la tactique du Parti s'inspirait de cette « politique saxonne » que ses protagonistes, en faisant croire qu'il s'agissait là d'un coup décisif contre la bourgeoisie, réussirent même à faire accepter par l'Internationale.

Mais la lutte de classes ne se laisse pas enfermer dans des formules étroites et c'est ainsi que les ouvriers et chômeurs affamés, dédaignant les combinaisons savantes et se voyant protégés par un gouvernement que les communistes soutenaient, descendirent dans les rues des villes saxonnes pour y affirmer hautement leurs revendications. La police de M. Zeigner se montra à chaque occasion à la même hauteur que celle de son collègue et camarade prussien Severing. Les manifestants furent reçus à coups de feu, notamment à Dresde et à Leipzig où du sang ouvrier coula. La gauche du Parti exigea alors du C.C. qu'il convoquât un Congrès des conseils d'usines de Saxe en vue d'exercer une pression sur le gouvernement Zeigner et qu'il exigeât de ce dernier des sanctions à l'égard des officiers de police coupables, ainsi que la révocation du préfet de police de Leipzig, le social-démocrate Fleissner. Toutes les propositions de la gauche furent repoussées par le C. C., qui tint même par interdire toute discussion relative à la question saxonne, vu que le Parti « se trouvait engagé dans une action ». (Le point de vue du C. C. fut plus tard désapprouvé par l'Exécutif.)

Après la « grève Cuno », le C. C. continuait à rejeter toutes les suggestions de la gauche visant à l'élargissement du mouvement des Conseils d'usines. Il tendait à généraliser dans tout le Reich l'expérience saxonne. Il n'entrevoit d'autre issue que la politique des étapes transitoires, le « Zeignerisme ».

À la Conférence de Moscou, en septembre 1923, l'Exécutif, adoptant le point de vue de la gauche, jugea que l'heure de la décision approchait et enjoignit au Parti de se préparer à la lutte décisive, d'autant plus que les représentants du C. C. se faisaient fort de pouvoir assurer au moment voulu 60.000 ouvriers en vue de la prise du pouvoir en Saxe, d'où l'action s'étendrait sur l'Allemagne entière. Cette directive de l'Exécutif était fautive, car le C. C., qui n'a pas été à même d'armer les ouvriers saxons, n'avait pas la faculté — et cela n'entraîne d'ailleurs pas dans ses intentions — de donner à la lutte en Saxe l'extension envisagée par l'Exécutif. L'erreur de l'Exécutif est d'ailleurs compréhensible, puisqu'il était dans la nature des choses qu'il fit confiance aux dirigeants du Parti allemand.

Sur la participation ministérielle des communistes en Saxe et leur action pendant les onze jours qu'ils furent au gouvernement, la camarade Ruth Fischer s'exprime d'une façon très concise. Elle affirme catégoriquement que ces onze jours ont définitivement consacré « l'effondrement de la théorie des étapes transitoires démocratiques » et de la direction « révisionniste » du Parti.

Elle vient ensuite à parler des questions principales qui font l'objet des discussions actuelles du P. C. allemand.

Le front unique et le gouvernement ouvrier

Après avoir précisé le point de vue de l'I. C. sur ces deux questions, Ruth Fischer s'élève contre l'interprétation qu'en ont donnée Radek et Brandler. Le front unique signifiait, dans la pensée de ces camarades, l'alliance avec la social-démocratie. La gauche leur reproche d'avoir essayé de faire renoncer le Parti communiste à son rôle d'avant-garde du prolétariat, parce qu'ils le considéraient comme trop faible pour diriger seul les luttes de la classe ouvrière. Cette conception de la tactique du front unique amènerait fatalement la liquidation du P. C. A. et de toute l'Internationale Communiste. Elle a jeté de la confusion dans les rangs du Parti communiste aussi bien que dans les masses des ouvriers social-démocrates qui, sur le point de quitter le Parti social-démocrate et croyant à l'alliance prochaine avec les communistes, y restèrent, ou perdant la foi en les social-démocrates et en les communistes, tombèrent dans l'indifférence. Le plus grand reproche que fait Ruth Fischer aux camarades Radek et Brandler, c'est d'avoir arrêté le processus de décomposition de la social-démocratie et éveillé en même temps des doutes dans le cœur de nombre de camarades allemands quant à la mission historique du Parti communiste.

Elle considère la tactique du front unique comme définitivement compromise.

« Le V^e Congrès mondial doit sérieusement examiner cette question, car la tactique du front unique, à moins qu'on arrive à élaborer des méthodes concrètes, constitue une source de révisionnisme et de faiblesse pour les jeunes Partis communistes de l'Europe occidentale et centrale. »

Il en est de même en ce qui concerne le *gouvernement ouvrier*. De même que la tactique de l'alliance avec la social-démocratie signifie la révision du rôle du P.C. dans la révolution, la conception du Gouvernement ouvrier démocratique modifie toute la théorie que le communisme conçoit de l'Etat, en remplaçant la conquête révolutionnaire du pouvoir par la collaboration au gouvernement de l'Etat bourgeois.

Quelle tactique doit adopter le P.C. dans une période de relèvement de la révolution

La question avait été posée par Lévi et Friesland. Les camarades Radek et Brandler considèrent que, dans une période où la situation objective ne permet pas d'engager des luttes en vue de la conquête immédiate du pouvoir, période qui peut durer un certain nombre d'années, les communistes doivent se placer sur le terrain des réalités que nous offre la démocratie, en se contentant de conquérir une position dans le cadre de cette démocratie. Voilà donc posée toute la question centrale du mouvement ouvrier : devons-nous lutter pour des réformes dans la société bourgeoise ou bien consacrer toute notre activité à préparer la révolution ? Les camarades Radek et Brandler prétendent que le meilleur moyen, aujourd'hui, de préparer la révolution, c'est de lutter pour des réformes. A quoi la gauche répond : « On peut lutter même pour des réformes, mais, même dans une période de dépression et de décomposition des forces ouvrières, période consécutive aux défaites subies, le Parti communiste ne doit cesser de proclamer hautement ses buts, en premier lieu la conquête révolutionnaire du pouvoir et la destruction de la social-démocratie et des organisations

ouvrières réformistes. Si l'on nous pose la question : secte ou parti de masse ? travail de propagande ou travail pratique ? nous répondons que les social-démocrates nous posent d'ordinaire les mêmes questions et que les communistes qui les imitent échoueront fatalement chez la social-démocratie. Nous répondons : *parti de masses, oui, mais pas parti de masses de la révolution*. Même si, dans une période de dépression, les masses passent au réformisme, nous restons inébranlables dans notre foi communiste, car le Parti communiste doit subsister, afin que les masses puissent le rejoindre au moment où les vagues révolutionnaires recommencent à monter. Nous disons donc : quoiconque nous place devant l'alternative : travail de propagande ou travail pratique, n'envie, en fait, que la liquidation de la révolution. »

Qui a vaincu en octobre ?

Une autre question qui a été vivement discutée dans le P. C. allemand concerne le bilan de la défaite d'octobre. Quel a été le vainqueur en Octobre ? Le fascisme l'a-t-il emporté sur la République de novembre ou bien la bourgeoisie a-t-elle vaincu la classe ouvrière ? Il est profondément erroné de considérer la République de novembre comme une forme du gouvernement qui a réalisé comme une sorte d'équilibre des classes ou représenté, en face du fascisme, une forme atténuée de la domination capitaliste. Elle s'oppose à la thèse d'après laquelle le fascisme a triomphé en octobre de la république, et y voit une réédition de la formule social-démocrate de la défense de la démocratie contre la « réaction ». Un communiste ne doit pas distinguer entre les diverses formes de la dictature capitaliste. Stinnes, Ludendorf et von Seeckt sont tous défenseurs de la domination capitaliste. Il ne faut pas chercher à découvrir des nuances qui les distinguent les uns des autres, mais il faut les combattre solidairement. L'ennemi, c'est le capitalisme, qui s'est servi de la république de novembre aussi bien qu'il s'est servi du fascisme en octobre. C'est lui le vainqueur d'octobre. Les ouvriers qui travaillent maintenant 12 heures par jour et les innombrables chômeurs ne le savent que trop bien.

La situation actuelle en Allemagne

La camarade Fischer passe ensuite à l'examen de la situation actuelle en Allemagne, qui est caractérisée par la stabilisation du mark et la liquidation du conflit de la Ruhr par la collaboration des capitalismes français et allemand. Les causes permanentes de la crise sociale et politique ne sont toutefois pas éliminées. La crise n'a pas disparu, mais elle s'est sensiblement atténuée. Une détente temporaire s'est produite, grâce surtout à la stabilisation du mark. Cette détente a permis à la bourgeoisie, qui avait obtenu, sans rencontrer de résistance de la part de la classe ouvrière, la prolongation de la journée de travail, de modifier sa tactique et de renoncer à l'état de siège. Ce fait marque mieux que tout autre la victoire de la bourgeoisie, qui n'a plus besoin de mesures exceptionnelles pour contenir le prolétariat.

Un autre phénomène très caractéristique, c'est la transformation du *fascio* allemand en un parti parlementaire qui, après avoir répudié le parlementarisme, se propose de se servir de la « démocratie » pour conquérir par des moyens parlementaires le pouvoir. La période « romantique » du fascisme est close. Une partie de son programme, qui est celui de la dictature bourgeoise,

est déjà réalisée ; pour le reste, il se réserve l'arène parlementaire, où il luttera, et non sans espoir de succès, pour obtenir le gouvernement. Dans ces luttes, il s'appuiera sur un parti solidement organisé et composé de petits-bourgeois et d'ouvriers.

Les devoirs prochains du P.C.A.

Ruth Fischer trace ensuite les devoirs prochains du P. C. A. :

1° Travail de propagande très intense, embrasant les larges masses ouvrières, en vue de profiter des situations futures en Allemagne et en Europe centrale. Une campagne générale qu'on pourrait caractériser par les mots d'ordre : Angleterre ou Russie. Il faut poser aux larges masses la question : démocratie pacifique avec la Société des Nations ou dictature prolétarienne ?

2° Le plus important des devoirs prochains du Parti, c'est de participer le plus activement aux luttes économiques en essayant de les élargir et de les concentrer. La lutte dans l'industrie chimique à Ludwigshafen et la grève des dockers à Hambourg sont des symptômes de l'activité renaissante des masses ouvrières, qui doit être renforcée par un travail plus intense des communistes. Toutes les forces du prolétariat allemand doivent tendre en ce moment à reconquérir la journée de huit heures. Le but immédiat du P.C.A. consiste, par conséquent, à organiser l'action générale ayant pour objectif le rétablissement des 8 heures ;

3° Organiser un mouvement pour la mise en liberté des prisonniers politiques ;

4° Le Parti doit s'efforcer de faire sortir les Conseils d'usines de leur passivité actuelle en les plaçant devant des devoirs politiques et économiques concrets. Ce n'est qu'en éveillant à nouveau l'activité des Conseils d'usines qu'on peut poser la question de les transformer en Conseils d'ouvriers. Le Parti doit en même temps consacrer

une grande attention aux chômeurs et établir un contact étroit avec les usines.

En ce qui concerne le travail au sein du Parti, la gauche insiste sur la nécessité de l'éducation des masses et de la réorganisation du Parti sur la base des noyaux d'usines. Elle considère comme indispensable que les luttes de fractions soient liquidées et que les militants se mettent au travail dans un esprit de réconciliation. Elle insiste également sur le renforcement du centralisme, compromis après la défaite d'octobre. Le Parti doit également renforcer l'esprit international dans les masses. Il faut surtout qu'il prenne soin à ce qu'une ligne bien définie le sépare de la social-démocratie pour éviter au prolétariat toute confusion.

Conclusions

« Le Parti peut-il accomplir ce programme d'action très modeste ? La crise que nous traversons est d'une gravité telle que tout observateur de sang-froid doit compter avec la possibilité de nouveaux ébranlements violents. La tendance de droite n'est pas encore liquidée. On ne sait ce que c'est que la fraction du centre et ce qu'elle veut. Les questions que le Parti doit résoudre ne sont même pas posées d'une façon correcte. L'ancienne opposition du P. C. A., qui, au Congrès futur, s'appuiera sur la grande majorité non seulement des délégués au Congrès, mais aussi sur des membres du Parti, considère sans aucune illusion la situation dans le Parti et les difficultés à surmonter dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent. »

La gauche, assure Ruth Fischer, travaillera de toutes ses forces à rétablir la santé morale du Parti allemand, à en faire une forte organisation communiste capable de diriger les actions ouvrières, en ne perdant jamais des yeux que le suprême but à envisager à travers toutes les luttes partielles, *c'est la révolution.*

Les Tâches du P.C.A. et la Tâche du P.C.A.

Perspective, buts partiels, front unique révolutionnaire à la base

I

Le prolétariat allemand a subi, dans les mois d'octobre et novembre 1923, une grave défaite. Cette défaite est plus grave que celles des années 1919, 1920, 1921, parce qu'en 1919, en 1920, en 1921, le prolétariat allemand n'avait pas un Parti communiste de masses qui pouvait lui montrer la voie. Et elle est plus grave aussi, parce que jamais encore le prolétariat allemand n'avait été aussi près de la victoire de la révolution prolétarienne qu'en automne 1923. Les luttes de janvier et mars 1919 étaient les luttes de la petite avant-garde du prolétariat, dont les larges masses avaient encore des illusions démocratiques (qu'on pense seulement aux élections pour l'Assemblée nationale). Les luttes au mois de mars 1920 étaient les luttes « un prolétariat ayant encore trop de confiance envers les organisations réformistes. Le parti révolutionnaire d'alors (le Spartakusbund) ne comprenait pas sa tâche de conducteur des masses ; il prononçait

des critiques faibles et des mots d'ordre favorables aux illusions réformistes et centristes (il suffit de penser à l'accord de Bielefeld et à la promesse de « l'opposition loyale » faite par le Spartakusbund à l'égard d'un « gouvernement véritablement socialiste » imaginaire). Les luttes de mars 1921 étaient les luttes d'une avant-garde animée de sentiments révolutionnaires qui estimaient d'une manière erronée la situation et la relations des forces. C'est pourquoi elle échoua.

Par contre, en octobre et novembre 1923, il y avait une crise économique d'une violence inouïe, une décomposition sans précédent dans le camp de l'ennemi ; il régnait un minimum d'illusions démocratiques dans le prolétariat ; l'influence des organisations réformistes sur de larges masses du prolétariat était fortement ébranlée ; l'influence des communistes sur le prolétariat et la petite bourgeoisie était plus grande que jamais ; la situation internationale était également très favorable. En octobre et novembre 1923, c'était l'histoire qui dictait la lutte. Le prolétariat fut battu et défait comme il ne l'avait jamais été auparavant. Au P. C. A. incombe la tâche d'organiser

les luttes que le prolétariat n'a pas livrées en octobre et novembre 1923, c'est-à-dire les luttes pour le pouvoir politique.

II

Le prolétariat allemand est-il vaincu définitivement ? Qui dit oui, prétend que la bourgeoisie allemande peut reconstruire et consolider le capitalisme allemand.

Sur cette question, il faut répondre *nettement et résolument* : non. La situation est objectivement révolutionnaire après comme avant. Les contradictions intérieures du capitalisme allemand existent encore ; l'intense crise sociale en Allemagne n'est ni résolue ni en voie de se résoudre ; le disant équilibre n'est pas plus sûr qu'il ne dans le cadre international.

La situation est encore aujourd'hui objectivement révolutionnaire, et de ce fait découle la tâche du Parti communiste : le Parti communiste *organise la révolution*. C'est la tâche du Parti. Pas une de ses tâches, mais sa tâche.

Néanmoins, la situation est aujourd'hui tout autre qu'en octobre et novembre 1923. En conséquence, le Parti doit agir autrement que dans ces mois, où chacun en Allemagne sentit directement, physiquement que la crise avait atteint son point culminant.

En quoi la situation est-elle différente ? La crise n'est pas *aiguë*, la vague révolutionnaire diminue. La situation est objectivement révolutionnaire, mais il semble que les facteurs révolutionnaires sont devenus plus faibles. La stabilisation du mark a amené un calme d'un caractère tout subjectif. La défaite a désorganisé et démoralisé le prolétariat. La bourgeoisie a profité de ces deux faits pour démontrer politiquement au prolétariat qu'il a subi une défaite. Le vol de la journée de 8 heures est beaucoup moins en mesure économique qu'une mesure *politique*. C'est un geste de bourgeoisie victorieuse. D'un côté, des millions de chômeurs ; de l'autre, des ouvriers trimant dix heures : la bourgeoisie démontre au prolétariat sa victoire politique. Et, dans le même temps, elle essaie de le diviser en deux camps : celui de ceux qui travaillent pendant dix heures, et celui des chômeurs. Elle condamne les uns à crever d'épuisement physique par le sur-travail, les autres à crever de faim et à la démoralisation par le chômage.

Mais c'est encore sur un autre terrain que la bourgeoisie essaie de diviser la classe ouvrière, e. ici les laquais réformistes l'aident aussi : elle oppose les couches ouvrières qualifiées relativement bien payées à ceux qui s'épuisent pour des salaires de famine. L'apparition des corporations de métier (Zünftlerische Organisationen), par exemple l'Association des Tourneurs, avec leur « programme » de « neutralité sans parti », de même que les débuts des syndicats fascistes (Volkisch), avec leur programme de « neutralité de classe » — ce sont autant de symptômes de décomposition et de division de cette période.

Mais à côté de ces symptômes de décomposition, qui sont inévitables après une défaite, on voit aussi le commencement du rassemblement du prolétariat vaincu. Les grèves de Rhénanie, dans les ports, dans les produits chimiques, sont les premiers efforts défensifs. Ces luttes défensives, ce premier rassemblement du prolétariat, dictent le caractère et le contenu de la période pour laquelle le P. C. A. doit fixer en premier lieu ses tâches concrètes.

III

Mais comment mettre en accord la tâche que nous avons indiquée plus haut (l'organisation de la révolution) et le caractère de la période dans laquelle nous nous trouvons ?

Il faut limiter cette période. Elle sera terminée lorsque le P. C. A. aura réussi à arrêter le recul du prolétariat, à grouper autour de lui les masses, à leur faire suivre la seule direction du P. C. A. et à passer à l'offensive.

C'était la même tâche pour le Parti en 1921, après les combats de Mars. Dans les deux années et demie écoulées de mars 1921 à novembre 1923, le Parti n'a pas résolu cette tâche. Il ne l'a même pas comprise.

La tâche ? C'est l'organisation de la révolution. Le Parti communiste allemand a envisagé, de 1921 à 1923, seulement une partie importante, mais pas une partie suffisante de cette tâche. Il chercha à gagner la majorité des parties les plus importantes du prolétariat. Cette tâche est aujourd'hui la même qu'en 1921. Mais le P. C. A. ne comprenait pas qu'il s'agissait de gagner la majorité des couches déterminantes du prolétariat en organisant la révolution. Le P. C. A. s'est battu dans des luttes partielles, pour des buts partiels. *Le P. C. A. doit faire de même aujourd'hui*. Mais, de 1921 à 1923, le P. C. A. menait les luttes partielles comme des mots d'ordre partiels se suffisant à eux-mêmes. Il faut que le Parti ne répète pas cette faute désastreuse. Le P. C. A. doit mener les luttes partielles, parce qu'il veut organiser la révolution. Le P. C. A. doit mener les luttes partielles *en organisant la révolution*. Le P. C. A. doit organiser la révolution *en menant des luttes partielles*.

Ainsi, le Parti a des tâches précises. Les tâches d'agitation et de propagande sont : au cours de chaque lutte *organisée* par le P. C. A. ou éclatant spontanément comme en Rhénanie, dans les produits chimiques, dans les ports et les chantiers de constructions navales, de montrer les buts communistes, la nécessité de la dictature du prolétariat et du gouvernement soviétique. Une telle lutte doit être *organisée, élargie, étendue à la politique* par le Parti communiste. Celui-ci doit démontrer au prolétariat en lutte que, même si une lutte se termine par un « succès », ce ne peut être un succès réel et durable pendant le règne de la bourgeoisie. Il doit le démontrer *concrètement* et par l'expérience de la *lutte journalière*.

Mais la tâche consiste à *organiser la révolution*. Pas seulement par la propagande et l'agitation, mais en créant des *organes de classe* et un front de lutte révolutionnaire par la base, en armant le prolétariat, en dissociant l'adversaire, en se faisant des alliés dans le camp petit-bourgeois et petit-paysan, en neutralisant les couches moyennes, qui ne peuvent être gagnées comme alliées.

IV

La période pour laquelle le P. C. A. se fixe *d'abord* ses tâches, c'est donc celle du rassemblement du prolétariat dans des luttes défensives, celle des luttes partielles pour des buts partiels, qui tendent transitoirement au pouvoir politique. C'est la période de l'organisation de l'unité révolutionnaire du prolétariat à la base, la période de la préparation idéologique et organisatrice des *Soviets* en tant qu'organes de l'insurrection armée.

Les mots d'ordre principaux de cette période seront :

Journée de huit heures ; salaires réels rendant possible une existence humaine ; incorporation des

chômeurs dans l'armée des travailleurs ; *contrôle de la production* ; libération des prisonniers politiques ; armement du prolétariat ; conquête des droits révolutionnaires des Conseils d'usines et commencement du contrôle de la production ; groupement de la population laborieuse dans des organes de forme soviétique et commencement du contrôle de la production ; création de Soviets (commencement de l'exercice du pouvoir politique).

Nous avons divisé ces mots d'ordre en groupes de trois. Les premiers sont les mots d'ordre des luttes les plus prochaines, du premier rassemblement du prolétariat. Les trois mots d'ordre suivants sont les mots d'ordre de propagande de toute la période et deviendront les *mots d'ordre d'action* lorsque le rassemblement du prolétariat aura atteint une certaine ampleur. Les trois derniers mots d'ordre sont les mots d'ordre politiques *d'organisation* du front unique à la base et caractérisant la fin de la période et le commencement du passage à la lutte pour le pouvoir total.

V

Quand sera terminée la période que nous venons de caractériser ? Personne n'y peut encore répondre aujourd'hui. Ce serait de la charlatanerie d'affirmer qu'elle sera de courte durée. Ce serait du défaitisme de jurer qu'elle devra nécessairement durer longtemps. Ce qui est important pour le P. C. A. *du point de vue politique*, c'est d'avoir toujours conscience qu'il est le *seul* parti conduisant le prolétariat et *organisant la révolution* ; qu'à la fin de la période signalée, il doit être nécessairement le *seul* parti qui formera le gouvernement de la dictature du prolétariat, que cette période peut se terminer à chaque instant, déjà *demain* ; qu'il faut — que la période s'achève demain ou dans des années — *organiser la révolution*, c'est-à-dire préparer la lutte qui aboutira à l'anéantissement de la bourgeoisie comme classe et l'établissement de la dictature du prolétariat.

Ce n'est pas seulement du développement objec-

tif que dépend la durée de cette période. Le P.C.A. agit sur le rythme du développement en *organisant la révolution*. L'organisation de la révolution, c'est le contraire du *putschisme*. Le P. C. A. groupe les masses, il crée les organes de l'unité révolutionnaire à la base ; il sait que des parties du prolétariat seront de *l'autre côté* des barricades ; le P. C. A. ne calcule pas *mécaniquement* ou *statistiquement* la majorité des couches décisives du prolétariat. Il faut qu'il soit aussi prêt à *tout* risquer sur la même carte. Il *organise la révolution*, c'est le contraire du *putschisme*. Le *putschisme*, c'est la tentative pour forcer la révolution par un coup de surprise sans avoir d'organes de classe, *sans* posséder la majorité des couches décisives du prolétariat, *sans* obtenir la dissociation de l'adversaire, *sans* estimer exactement la situation et la relation des forces. Mais *organiser la révolution*, cela veut dire : poser les fondations pour l'insurrection, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, les *nouveaux* organes du nouvel état de classe, de la dictature prolétarienne et de l'état soviétique. *Organiser la révolution*, cela veut dire : *organiser* pour la lutte les couches les plus importantes du prolétariat en vue de *ces* buts.

Toutes les tâches concrètes, immédiates du Parti ne peuvent être bien fixées et résolues que si le Parti a bien compris la tâche qui s'impose pour cette période et s'il sait la résoudre.

A MASLOW.

NOTE DE LA RÉDACTION

Nous publierons la semaine suivante le compte rendu du Congrès du P. C. A. par notre collaborateur Pierre Franklin, ainsi que des articles des principaux leaders des différentes tendances (Hörnte, Sommer, etc.).

La portée historique de la Commune

La Commune fut composée de conseillers municipaux choisis par le suffrage universel dans tous les arrondissements de la ville, responsables et révocables à de courts intervalles. La majorité de ses membres étaient, naturellement, des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être, non pas une assemblée parlante, mais une assemblée agissante ; elle avait en même temps le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. La police, au lieu de continuer d'être l'agent du gouvernement central, fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et devint l'agent responsable et toujours révocable de la Commune. Le même principe fut appliqué à tous les autres fonctionnaires de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'en bas, la rémunération du service public ne devait être qu'un salaire normal de travailleurs. Les droits acquis et les droits de représentation des grands dignitaires de l'Etat disparurent avec les dignitaires eux-mêmes. Les fonctions publiques cessèrent d'être la propriété particulière des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais aussi toute la direction jusqu'alors exercée par l'Etat, furent remises aux mains de la Commune.

Les magistrats devaient être dépouillés de leur

fausse indépendance qui ne servait qu'à masquer leur vile complaisance envers tous les gouvernements qui se succédaient et auxquels, tour à tour, ils avaient prêté des serments de fidélité successivement violés. Comme les autres serviteurs du public, les magistrats et les juges devaient être électifs, responsables et révocables.

Les travailleurs n'espéraient pas des miracles de la Commune. Ils n'ont pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Ils savent bien que, pour réaliser leur propre émancipation, et en même temps la forme plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques, ils auront à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques, qui transformeront les circonstances et les hommes. Ils n'ont pas à réaliser un idéal, mais à dégager les éléments de la nouvelle société que la vieille société bourgeoise elle-même porte en ses flancs. Dans la conscience pleine et entière de leur mission historique, et avec la résolution héroïque de l'accomplir, les travailleurs peuvent se rire des grossières invectives des gens de plume aux gages des gens du monde, et de la protection pédantesque de bienveillants bourgeois doctrinaires, débitant leurs banalités d'ignorants et leurs billevesées de sectaires sur un ton dogmatique, comme s'ils étaient les oracles infaillibles de la science.

Karl MARX.

Lettre Ouverte du Parti Communiste Hindou

Au président du ministère de Grande-Bretagne M. Ramsay Macdonald, au secrétaire d'Etat pour les Indes Lord Olliver, au gouvernement ouvrier et à la classe ouvrière britannique.

Messieurs et chers camarades,

Un procès a lieu actuellement aux Indes dont l'issue met en cause le droit d'agitation et de coalition politique pour des buts économiques dans l'intérêt des trois cent millions de membres de la classe ouvrière hindoue. Le chef de la police secrète a, sur l'ordre du gouvernement hindou, accusé et poursuivi devant un tribunal hindou huit personnes, moi y compris, « pour un complot contre la souveraineté du roi ». Nous sommes accusés en même temps d'avoir provoqué de l'agitation politique parmi la classe ouvrière hindoue et d'avoir développé un programme tendant à organiser la classe ouvrière hindoue en parti politique.

Six des accusés, parmi lesquels je suis, ne sont pas en état de comparaître ou de se défendre devant le tribunal hindou ; quatre d'entre eux ont été internés sans plainte régulière et deux n'ont pas le droit de fouler le sol de l'Empire britannique. Ces accusations ont été faites sans aucune preuve, et le procès sera mené à bout sans qu'on en révèle le véritable but.

Messieurs du gouvernement ouvrier et vous, travailleurs de Grande-Bretagne, ce n'est pas nous, les huit inculpés, qui sommes poursuivis à Cawnpore. Toute la classe ouvrière hindoue et l'idée même de l'agitation et de l'organisation politique de la classe ouvrière attendent avec anxiété le jugement du tribunal. Cette accusation traditionnelle de « complot » a été élevée contre huit personnes, afin de condamner à l'illégalité le mouvement croissant de la classe ouvrière pour sa libération politique, économique et sociale.

Je profite maintenant du seul moyen à ma disposition pour m'adresser à vous, car vous êtes non seulement le chef du gouvernement de Grande-Bretagne, mais aussi le guide principal de la classe ouvrière britannique, et parce qu'elle vous a mis à ce poste éminent pour la défense de ses intérêts et de ceux de la même classe dans les autres pays. Au nom des masses travailleuses des Indes, je viens attirer votre attention sur la tentative incroyable faite pour briser le droit constitutionnel d'agitation, d'organisation et de coalition qui n'est plus discuté dans aucune autre partie de l'Empire britannique et dans le monde entier. On a bien tenté souvent de refuser ce droit légitime de propagande et d'organisation politique aux ouvriers de tous les pays, mais partout, cela a montré qu'on ne saurait séparer un tel droit des fondements mêmes de la constitution et de ses droits : la liberté de la presse, la liberté de parole et de coalition qui sont à la base de toute constitution démocratique. Sans un pareil droit pour la classe ouvrière de s'organiser politiquement pour sa propre défense, vous ne siégeriez point, messieurs, aujourd'hui même. En leur temps, on a stigmatisé les combats chartistes comme des « complots subver-

sifs », mais vous n'en récoltez pas moins les fruits de la victoire des chartistes.

C'est un combat de ce genre de nature politique, économique et sociale qui se livre actuellement aux Indes. Ce mouvement est profond et révolutionnaire au vrai sens du mot, car il faut que toute la situation actuelle du peuple soit transformée de fond en comble. On ne peut pas borner cette grande révolution, ainsi qu'on le voudrait, aux classes supérieures ou aux classes moyennes, elle a déjà gagné les larges masses populaires. La grève et le lock-out des 150.000 ouvriers du textile à Bombay, l'emploi de bombes et de mitrailleuses par l'impérialisme hindou, appeler tout cela un « complot secret », c'est cracher au visage de la vérité. Par l'accusation et la condamnation de quelques dizaines, voire même de quelques centaines de personnes, on peut retarder, mais non empêcher la croissance ininterrompue du mouvement de cette classe ouvrière hindoue qui a souffert de l'exploitation la plus insupportable et la plus cynique qui fût jamais. On a arrêté et incarcéré des douzaines de jeunes hommes, d'autres ont été internés sans interrogatoire pour le seul crime d'avoir montré le chemin et le but à la classe ouvrière hindoue, on a inventé dans les Indes une nouvelle expression inconnue dans le code criminel pour priver ces hommes de leur liberté. C'est l'expression si connue et si fautive « d'agent bolchevik ». Grâce à elle, on a déclaré coupables et condamné des hommes contre lesquels on n'a pu fournir la moindre preuve. Nous demandons que vous aussi, comme nous le faisons nous, vous protestiez quand on accuse ces hommes qui luttent pour la liberté de la classe ouvrière et paysanne hindoue, nous exigeons que vous travailliez aussi pour autre chose que pour les intérêts d'une seule classe. Tout dernièrement, des ouvriers, à Bombay, ont été abattus par la force armée de l'Etat une aux capitalistes pour prolonger la misère et la famine des travailleurs, pour leur imposer les conditions de travail du patronat à coups de baïonnettes et de mitrailleuses. Dans de telles conditions, un parti politique de la classe ouvrière, défendant ses propres droits et ses propres intérêts, n'est pas moins nécessaire aux Indes qu'un parti de la classe moyenne. Hier, on a poursuivi et condamné les buts de la bourgeoisie hindoue en les traitant de « complot subversif », aujourd'hui, ce sont les efforts du prolétariat hindou qu'atteint cette oppression tyrannique.

Si un autre parti était au pouvoir en Angleterre, que pourrions-nous attendre ? Mais vous êtes un gouvernement de la classe ouvrière et vous avez pour obligation de représenter ses intérêts en toute circonstance. Vous avez toujours, en tant que parti, fait appel à la solidarité internationale et à la fraternité des ouvriers. Vous avez le devoir comme gouvernement de protéger les droits des ouvriers hindous réclamant la liberté de coalition politique pour des buts économiques. Sous le prétexte d'un procès contre quelques hommes accusés de complot secret, accusés d'être intervenus de tout leur cœur pour orga-

niser les ouvriers et les paysans hindous en un parti politique, c'est toute la foi, tous les principes et toute la longue histoire de la classe ouvrière et de ses luttes pour améliorer son sort qui sont en jeu. Croyance, principes et traditions, qui sont le fondement même de votre parti et de votre gouvernement

C'est pourquoi, messieurs et chers camarades, je fais appel à vous au nom de la classé ouvrière hindoue, au nom de son Parti communiste, qui a droit à l'existence en tant qu'organe légitime de l'opinion et des buts de la classe ouvrière et qui est traîné devant les tribunaux parce qu'il veut s'organiser comme un parti politique. Je fais appel à vous en tant que représentants élus des ouvriers britanniques, et à vous-mêmes, travailleurs, afin que vous fassiez en sorte que la classe ouvrière hindoue obtienne la même justice que les autres peuples dans les différentes parties de l'Empire britannique. Est-ce que la propagande socialiste et communiste, c'est-à-dire la propagande de la classe ouvrière en Grande-

Bretagne et dans les Dominions a été déclarée illégale? Pourquoi donc serait-elle illégale dans les Indes britanniques? Est-ce que les partis communiste et socialiste, c'est-à-dire les partis de la classe ouvrière, ne méritent pas d'avoir le droit d'exister dans une autre partie de l'Empire britannique? Pourquoi ne saurait-on accorder ce droit aux Indes? Est-ce que l'adhésion à la 3^e Internationale est un crime pour le Parti communiste de Grande-Bretagne, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Canada et de l'Afrique du Sud? Pourquoi une telle adhésion signifie-t-elle pour le Parti communiste hindou un « complot insurrectionnel »?

Les classes travailleuses des Indes attendent le jugement de votre gouvernement ouvrier britannique pour le graver dans l'histoire de la lutte pour leur libération.

Ce 21 mars 1924.

Par ordre du Parti communiste hindou,
MANABENDRA NATH ROY

LA BESSARABIE

Histoire d'une annexion. — Le « Sfatul Tserii », Parlement de Bessarabie. — Un Parlement dont on fusille l'opposition. — Les résultats de la « roumanisation » forcée du pays.

Les pourparlers russo-roumains de Vienne, survenant après la ratification solennelle de l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie, ont remis à l'ordre du jour la question de la Bessarabie, déjà soulevée par la presse de la Petite et de la Grande Entente.

La situation économique de la Roumanie lui commande de renouer des relations commerciales avec la Russie des Soviets. Un petit pays ne peut pas « ignorer » indéfiniment un grand pays voisin. Mais tout règlement diplomatique des litiges pendants entre la Roumanie et la Russie gravitera inévitablement autour de la Bessarabie.

La Bessarabie n'a pas été annexée. La Bessarabie s'est spontanément, librement jointe à la Roumanie. C'est la thèse roumaine et aussi — et surtout — française.

Confrontons-la avec les faits.

Au cours de l'été de 1917, la révolution russe s'étant faite en Bessarabie aussi, une sorte de Parlement national, le *Sfatul Tserii*, se forme à Kichinev. La représentation du peuple fut loin d'y être complète. Les districts d'Akkerman et de Kothinsk avaient refusé d'y envoyer des députés. Le *Sfatul Tserii* légiféra cependant. Un M. Inculez — envoyé de Pétrograd par les socialistes-révolutionnaires et qui plus tard allait jouer un certain rôle dans la séparation de la Bessarabie de la Russie — y exerçait une grosse influence.

Tant qu'il y eut en Russie un gouvernement provisoire bourgeois, le *Sfatul Tserii* ne pensa pas à se rendre « indépendant ». Les députations qu'il délégua plus d'une fois à la Rada d'Ukraine firent connaître que les moldaves étaient partisans d'une fédération avec la Russie et l'Ukraine. L'autonomie régionale les satisfaisait pleinement. Quant à la population petite russe du pays elle souhaitait se joindre à l'Ukraine.

Telle était la situation à la veille de la révolution d'Octobre. Le pouvoir était exercé par les Soviets, l'armée, les Doumas municipales, les zemstvos, dans quelques districts par les nationalistes moldaves du *Sfatul Tserii* et les « socialistes révolutionnaires ». Le trône du roi de Roumanie chancelait. Le général russe Tcherbat-

chev, trahissant la révolution et son pays mais non pas sa classe, sauva la monarchie roumaine qui, forte de cet appui, se sentit les mains libres. Les troupes roumaines intervinrent. Leur action fut favorisée par les socialistes-révolutionnaires russes, les généraux et les officiers blancs, les généraux allemands même (le gouvernement Avaresco était germanophile). La Roumanie occupa militairement la Bessarabie. Le 22 janvier 1918 le Congrès paysan de Bessarabie, siégeant à Kichinev, élevait une véhémement protestation contre l'occupation étrangère.

Les Roumains, dans l'entretemps, préparaient « l'adhésion spontanée » de la Bessarabie à la patrie roumaine...

Le 5-9 mars 1918 le général Avaresco concluait avec les délégués de la République de la Bessarabie un accord en vertu duquel le territoire de celle-ci devait être évacué dans les deux mois. Le colonel Boyle, de l'armée canadienne, avait suivi les négociations et donna aussi sa signature.

Commentant cet acte, le député au Parlement de Bucarest Arion a pu dire par la suite :

« Le général Avaresco avait accepté toutes les propositions de Rakovski. L'évacuation de la Bessarabie par les troupes roumaines ne suscita aucune objection. Avaresco se refusa seulement à évacuer sur-le-champ Bender. »

Bien.

Le 27 mars, violant l'accord conclu, le droit des gens et tous les grands principes, les troupes roumaines cernaient à Kichinev l'édifice où siégeait le *Sfatul Tserii*. Sous la « protection » éloquente des baïonnettes, les membres présents proclamèrent coup sur coup l'indépendance de la « République moldave de Bessarabie », puis sa jonction « volontaire » à la Roumanie... Le roi de Roumanie et le Parlement de Bucarest jurèrent peu après de respecter la Constitution que s'était donnée auparavant la Bessarabie... Fin du premier acte.

Tout ceci ne s'était pas passé sans quelques balles logées dans les têtes des Bessarabiens malcontents...

Les généraux roumains sévirent dans le pays. Il ne fut plus question de Constitution. Le président du Congrès des paysans, Rendner, coupable d'avoir autrefois protesté contre l'occupation militaire du pays, fut passé par les armes. Rochal, membre de la délégation so-

viétiste, fut fusillé. On fusilla bon nombre de révolutionnaires roumains ou simplement de citoyens révoltés par l'annexion : N. Grunfeld, Kovsan, et d'autres.

Cette page de terreur blanche est atroce. Noyés dans le Dniester, massacrés dans les campagnes, fusillés sans jugement dans tous les coins du pays, « disparus », mystérieux, ses victimes se montèrent bien à près de dix mille.

Le Directoire de la République et son gouvernement travaillaient sous le contrôle du haut-commissaire roumain Vaytojanu qui, le 26 novembre, couronnait son activité en supprimant le *Sfatul Tserii* et en annexant purement et simplement la Bessarabie.

Cet acte vaut d'être mieux connu.

Le bloc moldave du *Sfatul Tserii* réunit brusquement, le 25 novembre 18, ce malheureux Parlement. 46 députés, que le hasard fait résider à Kichinev sont là. Or, l'assemblée se compose de 162 députés, et il faut que 54 — un tiers — soient présents pour qu'elle puisse prendre une décision légale. On se prépare à élire un président avant de discuter la question agraire. Au nom des paysans, des partis étrangers au bloc moldave et même de divers membres de ce bloc, le président du groupe paysan Tsiganko proteste contre la procédure illégale. On passe outre à cette protestation. Et à deux heures et demie du matin, en fin de séance, le président Galip fait subitement voter l'adhésion sans condition à la Roumanie ! Tsiganko se voit refuser la parole. Le haut-commissaire roumain Vaytojanu fait son apparition et donne lecture d'un arrêté royal prononçant la dissolution du *Sfatul-Tserii*.

Fin du deuxième acte.

40 députés du *Sfatul-Tserii* protestèrent solennellement contre cette odieuse comédie. Dans le document qu'ils ont signé nous trouvons ces lignes :

« La Bessarabie, autrefois riche, est épuisée... Toute vie sociale est étouffée... toutes les libertés y sont abolies... Les droits des minorités nationales sont foulés aux pieds... Nous vivons sous une inqualifiable tyrannie. »

Les paysans firent plus que les députés. De 1919 à 1920, trois soulèvements paysans se produisirent en Bessarabie. A Khotin, le mouvement eut un caractère politique : les insurgés voulèrent se joindre à l'Ukraine. Près de Kichinev, les paysans moldaves s'insurgèrent, poussés à bout par la conscription. Beaucoup de paysans ont passé la frontière d'Ukraine. Il y a encore dans l'Armée Rouge des régiments entièrement formés de Bessarabiens.

Ces révoltes ont eu pour conséquence d'aggraver le régime d'occupation militaire.

Les minorités russe et ukrainienne ont surtout été maltraitées.

La haine de l'opresseur roumain est générale, même chez les cultivateurs moldaves.

La réforme agraire s'est réduite au « partage des terres » ... entre spéculateurs roumains.

Le général Popovici, fameux par les actes de terreur blanche accomplis sous son égide, a fait exécuter des suspects — suspects de bolchevisme — et même des hommes acquittés par les tribunaux ou amnistiés (ces cas se sont produits en 1922). L'état de siège est encore suspendu sur le pays.

Les syndicats ont été poursuivis avec autant de rigueur que les organisations politiques. Leur conseil a été dissous. Les écoles russes ont été fermées, les écoles ukrainiennes « roumanisées ». Le théâtre russe de Kichinev a été brûlé afin de supprimer un concurrent au théâtre roumain habituellement désert. La délation, le mouchardage, la corruption dépassent toutes les limites imaginables...

Faut-il après cela s'étonner du marasme économique ?

La Bessarabie des ouvriers et des paysans, arrachée par la force à la révolution russe, ne se soumet pas. Tôt ou tard elle recouvrera sa liberté au sein de l'Union des Républiques Soviétistes.

Bombacci maintenu dans le Parti

Résolution votée par le Præsidium de l'Exécutif de l'I.C.

La commission chargée de l'examen de l'appel du camarade Bombacci, après avoir pris connaissance du compte rendu sténographique du discours de Bombacci sur l'accord italo-russe, ainsi que de toutes les circonstances qui ont précédé et suivi cet incident, constate :

1° Que le camarade Bombacci, dans son discours, auquel il avait voulu donner un caractère purement pratique (économique), a cherché au lieu d'attaquer la politique intérieure et extérieure de Mussolini, à montrer la nécessité du traité italo-russe du point de vue des intérêts de l'Etat et du gouvernement fasciste lui-même. De là, le caractère opportuniste et l'argumentation non communiste du discours qui ont déjà été, à juste titre, dénoncés dans le communiqué du C.E. de l'I.C. ;

2° Que, malgré le désir sincère de Bombacci de hâter la reconnaissance de l'Etat prolétarien, son discours et la façon dont il le motive sont complètement erronés, car le gouvernement fasciste a été obligé à cette inévitable reconnaissance, uniquement par la force révolutionnaire du prolétariat russe, par les conditions objectives, dans lesquelles se trouve le capitalisme italien en cherchant de nouveaux débouchés et par l'échec de la politique de blocus dans les Etats capitalistes ;

3° Que le Comité Central du P.C.I. a eu entièrement raison, en présence d'un pareil écart de la ligne communiste, de prendre contre le camarade Bombacci des mesures sévères ; mais, considérant néanmoins les importantes circonstances atténuantes qui se sont révélées à l'examen détaillé de l'affaire, la Commission juge, en l'espèce, la mesure prise trop rigoureuse ;

4° Que, malgré son discours, extrêmement fâcheux, s'expliquant par les motifs précités, le camarade Bombacci, qui a consacré une grande partie de sa vie au service de la classe ouvrière, reste, comme par le passé, dans les rangs du P.C.I. et de l'I.C. un communiste sincère et vaillant.

La Commune et les Paysans

La bourgeoisie, en 1848, avait chargé son lopin de terre de l'impôt additionnel des quarante-cinq centimes; mais alors elle l'avait fait au nom de la Révolution; tandis qu'à présent elle fomentait la guerre civile contre la Révolution, afin de transporter sur le dos du paysan la plus grande partie de la charge des cinq milliards à payer au Prussien. La Commune, au contraire, dans une de ses plus belles proclamations, avait déclaré que les vrais auteurs de la guerre en supporteraient seuls les frais. La Commune aurait délivré le paysan de l'impôt du sang, elle lui aurait donné un gouvernement à bon marché, elle aurait remplacé ses sangsues actuelles: le notaire, l'avocat, l'huissier et autres vampires ministériels par des agents communaux salariés, élus par lui-même et responsables devant lui. Elle l'aurait affranchi de la tyrannie du garde champêtre, du gendarme et du préfet; elle aurait mis l'instruction par le maître d'école à la place de l'abêtissement par le prêtre. Or, le paysan français est avant tout calculateur. Il eût trouvé tout à fait raisonnable que le traitement des préfets, au lieu d'être arraché de force par le percepteur, ne dépendît plus que de la bonne volonté et des instincts religieux de leurs paroissiens.

Karl MARX.

L'OPINION DES MILITANTS

Une Question de Tactique

Il faut le dire ouvertement : la social-démocratie est, en ce qui concerne la tactique, beaucoup plus rusée et beaucoup plus habile à notre égard que nous ne le sommes envers elle ! Qu'une de nos sections de la III^e Internationale fasse la moindre faute ou adopte une tactique dont le caractère révolutionnaire ne soit pas immédiatement compréhensible aux masses ; que le gouvernement des Soviets fasse seulement le plus petit pas qu'on puisse interpréter de façon équivoque et voilà toute la presse socialiste du monde entier remplie de télégrammes, de commentaires, d'articles présentant les faits à rebours et qui s'en sert de la façon la plus démagogique. Qu'on se rappelle seulement les grands cris du parti socialiste à propos du « front unique » entre les communistes et les fascistes allemands, l'activité qu'ils ont déployée pendant le procès des social-révolutionnaires, leurs plaintes incessantes dans la question géorgienne, etc. Comme ils ont exploité toutes ces choses pour détruire notre influence et pour nous présenter aux masses comme les pires criminels de la classe ouvrière ! Mais nous autres qui n'avons pas besoin d'employer de pareils moyens démagogiques, nous laissons passer les meilleures occasions sans les exploiter pour démasquer le parti socialiste et détruire son influence.

En voici un exemple tout à fait caractéristique. Actuellement, pendant que le Labour Party est au pouvoir, on poursuit aux Indes, Roy, un des meilleurs camarades de l'Internationale, et sept autres camarades hindous pour « complot contre la souveraineté du roi ». Le but du procès est clair : il doit servir à disperser le jeune mouvement communiste avant qu'il puisse s'enraciner dans la population ouvrière. Les preuves ne sont pas d'aujourd'hui dans les mains du premier mouchard des Indes, le colonel Kays. Il les avait déjà du temps de la domination de Curzon. Mais ce qu'il n'a pas osé faire du temps de Curzon, il peut se le permettre aujourd'hui sous le régime de sir Sidney Oliver. Le camarade Roy a envoyé, au nom du parti hindou, une lettre ouverte à la classe ouvrière anglaise et à Mac Donald, dans laquelle il a exigé qu'on suspende immédiatement le procès. Dans une série d'articles, il a réclamé, au nom du Parti communiste hindou, une manifestation de solidarité des Partis communistes de tous les pays et du prolétariat révolutionnaire du monde entier. Mais jusqu'à aujourd'hui la presse communiste française n'a publié ni la lettre ouverte, ni les articles de Roy ! Nous pourrions citer des exemples analogues dans cette question même du gouvernement travailliste anglais, mais nous croyons que ce premier suffit.

Peut-être nous objectera-t-on que ce sont évidemment des « oublis » qui n'auraient pas dû arriver mais qu'il ne s'agit pas de prendre des faits isolés — quelle que soit leur importance — mais bien de la justesse de la ligne tactique générale de notre presse. Mais c'est précisément ce que nous mettons en question. A notre avis, notre presse a pris, dans la question du gouvernement travailliste anglais, une position qui n'est rien moins que juste. Cette position peut être caractérisée de la façon suivante : « Poser des revendications au gouvernement travailliste ou bien essayer de le contraindre, par une pression des masses, à réaliser enfin la nationalisation des mines, l'imposition du capital, le règlement de la question des chômeurs, la question de la libre disposition des peuples, etc., tout cela est pure folie. Car le gouvernement de Mac Donald est condamné à l'impuissance complète. Non seulement il n'a aucune envie de mettre en pratique son propre programme, mais même s'il en avait le désir, il ne pourrait l'exécuter et en dernière analyse toutes ses actions échoueraient devant la majorité parlementaire des libéraux et des conservateurs ».

Or prendre une pareille position c'est se lier les mains à l'avance ; car si l'on déclare à l'avance que

quelqu'un est complètement paralysé, on ne peut plus lui faire de reproches de rester en place. A notre avis, notre position doit être la suivante ; il faut que nous disions : « Vous, Labour Party, vous avez plein pouvoir et vous n'avez rien changé ; vous avez laissé comme vice-roi des Indes le lord libéral Reading, qui divisa le mouvement national hindou, et livré à sir Oliver l'administration des Indes. Lord Abernon qui, comme chacun sait, est responsable avec Poincaré de l'aventure de la Ruhr, et qui jusqu'à aujourd'hui, n'a pas encore cessé d'exciter l'Allemagne à la résistance contre la France, est toujours encore ambassadeur à Berlin. C'est seulement l'impôt sur le capital et la nationalisation des mines qui distinguent votre programme de celui des libéraux. Toi, Mac Donald, tu as déclaré le désarmement et la libre disposition des peuples comme tes principes les plus sacrés ; vous, messieurs du Labour Party, vous n'êtes revenus au pouvoir qu'en assurant que vous régleriez la question des chômeurs. Et malgré cela, vous n'avez rien entrepris pour réaliser la moindre de vos revendications. Vous n'avez même pas présenté une loi pour assurer un salaire minimum aux mineurs ! C'est au moment même où vous avez pris le pouvoir qu'il vous est arrivé le « malheur » de voir éclater, dans toute l'Angleterre, une vague formidable de grèves. Mais que faites-vous, vous qui avez le pouvoir, pour protéger les travailleurs dans leurs luttes contre le patronat ? Vous ne faites rien. Et c'est une preuve que vous n'êtes que des bavards, des démagogues et des laquais de la bourgeoisie ».

Les Clynes et consorts peuvent répliquer : « Si nous louvoyons c'est pour une toute autre cause ; nous sommes prêts à réaliser notre programme, mais que pouvons-nous faire, si nous n'avons pas derrière nous le pays, c'est-à-dire une majorité parlementaire ? »

« Si vous voulez vraiment réaliser votre programme et vos promesses, pouvons-nous répondre, vous n'avez qu'à en appeler à la population ouvrière qui constitue en Angleterre l'écrasante majorité afin qu'elle vous aide par tous les moyens à réaliser votre programme et ainsi vous pourrez vous moquer de la minorité parlementaire. Eh quoi ! Cela sent la violence, et vous autres les doux agneaux, vous ne pouvez même pas en entendre parler ? Eh bien ! nous autres, communistes, nous n'avons pas la folie de nourrir l'illusion que l'on peut arracher quelque chose à la bourgeoisie sans employer la violence. Mais même en se plaçant au point de vue parlementaire, votre minorité au Parlement ne saurait être un empêchement à la réalisation de votre programme, car si vous venez à être pris en minorité pour avoir voulu prendre votre programme au sérieux, vous n'avez qu'à dissoudre les Communes et à organiser de nouvelles élections. Le prolétariat anglais, qui croit encore à votre programme, et qui espère de sa réalisation une amélioration de son sort, vous assurera alors une majorité parlementaire ».

Il faut donc que notre tactique soit la suivante : nous ne devons pas permettre au gouvernement travailliste de s'abriter sous les ailes d'une minorité parlementaire et nous devons prouver clairement aux masses que si le gouvernement ouvrier fait une politique réactionnaire, c'est parce qu'au fond il est un gouvernement réactionnaire, car il peut obtenir quand il le voudra une majorité parlementaire.

Mais qu'arrivera-t-il si le Labour Party suit notre conseil ? Nous pensons que le Labour Party se gardera bien de le suivre : c'est-à-dire de se faire mettre en minorité avec un programme qu'il serait contraint de réaliser s'il venait à obtenir une majorité parlementaire, ce qui pourrait l'amener à la guerre civile. Mais même si le Labour Party suit notre conseil, dans ce cas-là aussi c'est nous qui gagnerions la partie, car même s'il obtient une majorité au Parlement, il ne fera pas une autre politique que maintenant. Nous pourrions alors fa-

cilement convaincre la classe ouvrière anglaise que si elle compte sur les réalisations réformistes du gouvernement travailliste, elle est trahie et vendue et elle comprendra que c'est seulement par sa propre lutte qu'elle pourra améliorer sa situation et se délivrer du joug du capitalisme.

Sans doute il serait dangereux d'éveiller l'illusion que, par une majorité parlementaire du Labour Party, la situation de la classe ouvrière de l'empire britannique pourrait s'améliorer de quelque façon. Mais cette illusion, nous pouvons à l'avance la détruire, en déclarant

dès maintenant que si nous sommes pour une majorité parlementaire du Labour Party, c'est uniquement parce que nous y voyons un moyen de dévoiler aux yeux de tous le caractère contre-révolutionnaire du Labour Party et afin de libérer complètement le prolétariat de l'influence de ce parti. Ainsi nous le soutenons tout à fait « comme la corde soutient le pendu ».

Nous pensons que cette tactique est nécessaire et qu'elle nous permettra de transformer la défaite du Labour Party en une victoire communiste.

JEAN.

Voix de Province

Sur la discussion et des divergences de vues qui viennent de surgir (si inopinément pour nous) au sommet du Parti, permettez à un modeste militant de province de faire entendre sa voix qui est celle de nombreux camarades.

D'ailleurs, je serai éclectique, car tous ont raison et tort...

Tout d'abord, à la veille d'une grave bataille qui va nous mettre aux prises avec un monde d'ennemis, c'est lui donner des armes, et le moment était mal choisi, pour donner une telle publicité à des divergences de vues sur d'importantes questions, mais qui ne mettaient pas en cause le communisme lui-même.

N'oubliez pas, camarades Souvarine et Monatte, que votre parti est de formation idéologique récente et qu'à part trois ou quatre mille militants au courant de toutes les questions, la masse de nos adhérents et sympathisants ne sont pas en état de s'assimiler la substance de vos discussions théoriques et de prendre position ; d'autre part si cette masse avait l'impression de rivalités à la tête du Parti ce serait d'un effet désastreux pour notre discipline intérieure.

Et c'est pour cela que nous sommes d'accord avec le Comité Directeur qui a condamné l'indiscipline de Souvarine, de Souvarine auquel je dois reconnaître qu'il sut, avec art, avec foi, dans un style accessible à la masse, nous faire connaître les grands problèmes révolutionnaires, les mots d'ordre de l'Internationale, l'œuvre et les figures de nos grands frères russes.

Mais, que ferions-nous sans discipline si, dans chaque section ou fédération, quand nous serions en désaccord tactique nous en appelions, par lettre ou par journaux, à tous les membres de cette section ou fédération ? Il n'y aurait plus de travail possible, ce serait la pétaudière, l'anarchie.

La discipline est la même pour le modeste adhérent que pour le militant en vue ; le Comité Directeur, expression du Parti, a bien fait de vous le rappeler, camarade Souvarine.

Et vous, cher camarade Monatte, je ne partage pas avec l'ensemble du Parti votre pessimisme outrancier, surtout au moment où une sympathie agissante se groupe autour de notre action.

Mais il y a une part de vrai dans cette critique, à savoir qu'il y a trop d'organismes n'existant que sur le papier.

A cela, il y a une excuse. Notre Parti, jeune encore, dans son enthousiasme, sa foi, a voulu par trop entreprendre, être partout à la fois. Et, comme dit le proverbe : « Qui trop embrasse... » Faire vivre ses organes sera l'œuvre de demain.

Et enfin aussi un centralisme excessif. Mais là, il ne faut pas tomber dans l'excès contraire.

Il faudra arriver à ce que le centre ne tranche pas tout par lui-même et soumette les principales questions politiques ou d'organisation et de tactique aux militants provinciaux, et je rappellerai à nos augures parisiens la foule de ces obscurs militants, qui ne font pas de bruit, mais qui, au milieu des pires difficultés, avec un esprit de sacrifice et de dévouement méritoires, œuvrent pour le défrichage, le recrutement, et enfin pour l'éducation des masses qui, peu à peu, viennent

à nous, et qui forment la base de notre Parti de libération du prolétariat.

Ceux-là ont droit et voix au chapitre.

Enfin, d'accord avec Treint, je suis pour la bolchevisation de tous les Partis communistes et la mise en pratique du léninisme.

Les questions russe, allemande, anglaise doivent, non nous diviser, mais au contraire nous unir plus étroitement dans l'Internationale, sur le plan du bolchevisme, par une tactique appropriée à chaque section reconnaissant les fautes et enrichie des expériences passées, et ceci sans jeter l'anathème aux uns ni être les courtisans de personne.

Pour la question russe spécialement, il est permis à chacun d'avoir son opinion après avoir eu en main tous les documents nécessaires ; mais, comme l'a dit Monatte, ce parti nous dépasse de cent coudées, et c'est pourquoi je dis que nous ne sommes pas assez forts idéologiquement pour instituer une discussion semblable dans notre Parti.

Marcel BRESSON.

LISEZ LES LIVRES DE LÉNINE :

- L'Etat et la Révolution ;**
- La maladie infantile du Communisme ;**
- La Révolution prolétarienne ;**
- L'Impérialisme ;**
- Le rôle de la Jeunesse Communiste.**

En vente à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.